

CONGO : RAMENER LA PAIX AU NORD KIVU

Rapport Afrique N°133 – 31 octobre 2007

TABLE DES MATIERES

SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS.....	i
I. INTRODUCTION	1
II. L'ÉCHEC DE LA TRANSITION.....	2
A. L'ÉCHEC DU PROCESSUS D'INTÉGRATION DE L'ARMÉE.....	2
B. LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA RWANDOPHONIE DE SERUFULI.....	4
1. La stratégie d'endiguement et d'apaisement des insurgés.....	4
2. Massacres de représailles et charniers : les limites de la Rwandophonie	5
C. ÉLECTIONS GÉNÉRALES : LES NANDE CONTRE ATTAQUENT	5
III. LE MIXAGE : UNE NOUVELLE OCCASION MANQUEE	7
A. UNE NOUVELLE REBELLION?.....	7
1. L'agenda politique de Nkunda.....	7
2. Les violences postélectorales.....	9
B. L'ACCORD DE KIGALI SUR LE MIXAGE	10
1. Les faiblesses politiques et structurelles.....	10
2. La faillite du processus	12
C. UNE DANGEREUSE GUERRE DES NERFS	13
D. DE NOUVEAU AU BORD DU GOUFFRE	14
IV. LA NECESSITE D'UNE APPROCHE POLITIQUE GLOBALE.....	17
A. LES LIMITES D'UNE APPROCHE PUREMENT MILITAIRE	17
B. RAMENER LA PAIX AU NORD KIVU.....	18
1. Désamorcer la crise et renforcer la sécurité.....	18
2. Traiter des causes profondes à l'origine du conflit.....	19
V. CONCLUSION	22
ANNEXES	
A. CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	23
B. CARTE DU NORD KIVU	24
C. UNE HISTOIRE DE LA VIOLENCE AU NORD KIVU	25
D. LES REBELLES HUTU RWANDAIS (FDLR) DANS LES KIVUS	30
E. GLOSSAIRE	32

CONGO : RAMENER LA PAIX AU NORD KIVU

SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS

Le Nord Kivu est, de nouveau, un foyer de crise en République Démocratique du Congo. Depuis que les combats ont repris entre les insurgés de Laurent Nkunda et l'armée nationale en décembre 2006, plus de 370 000 civils ont été déplacés dans la province. Après que les dernières tentatives faites pour intégrer les troupes de Nkunda dans l'armée ont échoué, la crise a encore empiré à partir du mois de mai 2007. Les efforts faits par les Nations unies pour imposer un cessez-le-feu et nommer un envoyé spécial en charge de la médiation de la crise n'ont pas abouti. La décision prise, le 15 octobre, par le président Joseph Kabila de suspendre les offensives militaires puis d'appeler l'ensemble des groupes armés congolais actifs dans la région à désarmer ou à intégrer l'armée est positive. Toutefois, les combats continuent et il n'y a toujours pas de véritable dialogue avec Nkunda. Une initiative globale doit être lancée de manière urgente afin de désamorcer la crise et de traiter des causes profondes à l'origine du conflit.

Cette nouvelle crise est le résultat des échecs du processus de paix congolais en matière d'intégration de l'armée, de gouvernance économique et de justice transitionnelle. Au cours de la seconde moitié de la transition – qui s'est achevée officiellement avec l'élection du président Joseph Kabila et celle d'une nouvelle Assemblée nationale en 2006 – les tensions avaient diminué grâce à une politique d'endiguement, d'apaisement et la priorité donnée, sur le plan international, à la tenue des élections. Les causes à l'origine de ces tensions n'ont toutefois jamais été traitées. La province est ainsi restée coupée en deux et les territoires de Masisi et Rutshuru comme pris dans une guerre froide entre l'ancien groupe rebelle soutenu par le Rwanda, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) et l'armée nationale (FARDC). Il y eu également très peu d'avancées en ce qui concerne le désarmement et de la réintégration des milices Mayi Mayi ou le rapatriement des rebelles hutu rwandais (FDLR). L'exploitation illégale des ressources naturelles s'est ainsi poursuivie et toutes les communautés ont continué à s'armer, animées par de profonds ressentiments les unes envers les autres, liés aux problèmes d'insécurité foncière, aux violations massives des droits humains pendant la guerre et aux rivalités pour le contrôle des ressources naturelles.

Les élections nationales et provinciales de 2006 ont conduit à la disparition politique du RCD. Renforcé par son élection, le président Kabila a engagé des discussions discrètes avec Nkunda, avec la facilitation du Rwanda, et conclu un accord portant sur l'intégration progressive des troupes de Nkunda dans les forces armées régulières, un processus connu localement sous le nom de mixage. De façon implicite, il était également convenu que les troupes de Nkunda ne quitteraient pas la province tant que les conditions générales de sécurité ne se seraient pas améliorées de manière significative. Cependant, ni Nkunda ni Kabila n'ont été en mesure de contenir les extrémistes de leurs camps opposés à cet accord.

Par peur d'être assassinés en représailles ou de perdre tout ce qu'ils avaient acquis illégalement pendant la guerre, les leaders tutsi de Goma ont accusé Nkunda de trahison et ont menacé de lui retirer leur soutien. Les durs du côté de Kabila ont accusé le président d'accorder aux Tutsi un traitement apparemment préférentiel dans le processus d'intégration dans l'armée et ont profité des protestations publiques concernant les violations des droits humains et les déplacements de populations entraînés par les opérations contre les FDLR pour mettre à mal la légitimité de l'accord. Finalement, le mixage s'est effondré en mai 2007 et a conduit à une nouvelle escalade militaire. Jusqu'à présent, la crise n'a pas franchi la frontière et entraîné une implication directe du Rwanda. Tant Kinshasa que Kigali ont manifesté de la retenue et choisi de maintenir leurs consultations régulières. Toutefois, sur le terrain, les combats se poursuivent, la situation humanitaire est catastrophique et aucun des deux camps n'a véritablement de chance de l'emporter militairement. Une escalade militaire risquerait de déstabiliser un peu plus la région.

Afin de compenser la faiblesse de l'armée nationale, le président Kabila a cherché à coopter la mission des Nations unies au Congo (MONUC) dans les opérations. La MONUC devrait continuer à résister à ces pressions afin de ne pas se retrouver prise entre les feux croisés de Nkunda et des FDLR. La communauté internationale devrait encourager Kabila à suspendre ses offensives militaires et à lancer une initiative globale pour la paix au Nord Kivu, visant dans un premier temps à désamorcer la crise et à améliorer l'environnement sécuritaire général

dans la province pour, ensuite, dans un second temps s'attaquer aux questions centrales liées à la restauration de l'autorité de l'État dans la province, telles que la régulation de l'exploitation des ressources naturelles, le retour des réfugiés, et la mise en place d'un processus de justice transitionnelle facilitant la Dutaire. Une impasse prolongée conduirait inévitablement à de nouvelles vagues de déplacés chez les civils et renforcerait le risque de nettoyage ethnique et de tueries vengeresses des deux côtés.

Au cours des trois dernières années, le règlement du conflit au Kivu a été régulièrement différé au profit des efforts destinés à consolider la transition et à permettre l'élection du président Kabila. Mais le Nord Kivu a été l'épicentre de la violence au Congo depuis le début du conflit, il y a plus de quinze ans. Il est temps désormais de régler ce grand oubli de la transition congolaise et de mettre un terme à une crise qui provoque d'immenses souffrances et, qui, plus généralement, continue de faire peser des risques pour la stabilité du Congo et de ses voisins.

RECOMMANDATIONS

Au gouvernement de la République démocratique du Congo :

Désamorcer la crise et renforcer la sécurité

1. suspendre les offensives militaires contre les troupes de Nkunda, adopter une stratégie d'endiguement et nommer un officier militaire de haut rang à la tête d'une task force (un groupe de travail spécial comprenant des officiers de la Structure militaire d'intégration – SMI – du Programme national de désarmement – PNDDR – et des observateurs militaires de la MONUC) afin de discuter avec des représentants de Nkunda au Masisi et au Rutshuru, sous la supervision de la MONUC.
2. Mettre en place, avec l'aide de la MONUC, des zones sans armes, désarmer les nouvelles milices et les anciens membres des forces locales d'autodéfense (LDF), mener des opérations visant à rassurer les personnes déplacées et à sécuriser les mines et les routes commerciales que les Mayi Mayi et les FDLR utilisent comme sources de revenu.
3. Sanctionner les membres de l'armée nationale (FARDC) et les combattants Mayi Mayi (notamment PARECO) qui collaborent activement avec les FDLR et incident à la haine ethnique contre les communautés tutsi.
4. Réactiver le mécanisme conjoint de vérification avec le Rwanda et mener des patrouilles intensives avec l'aide de la MONUC afin de dissuader toute infiltration d'éléments armés ainsi que l'immigration illégale dans la province.
5. Développer avec le Rwanda et la MONUC un plan afin d'isoler et de capturer les chefs génocidaires présents au sein des FDLR et d'offrir à ceux des FDLR qui n'ont pas été impliqués dans le génocide et souhaitent être démobilisés la possibilité de s'installer au Congo ou de rentrer au Rwanda.
6. Organiser une table ronde avec les communautés locales, les autorités provinciales et les députés nationaux afin d'établir des règles concernant la distribution des postes au sein de l'administration provinciale, de prévoir un processus consensuel de désarmement pour toutes les communautés et d'adopter un code de conduite pour les activités politiques dans la province.

Traiter des causes profondes à l'origine du conflit

7. Créer une commission en charge des questions foncières, composée des autorités provinciales et des représentants de toutes les communautés. Cette commission serait chargée d'examiner les titres de propriété foncière et de recommander des mesures pratiques en vue d'une redistribution et d'une réattribution des grandes propriétés et des ranches dans le Masisi et le Rutshuru. L'objectif devrait être de faciliter la réinstallation et la réinsertion des déplacés et des réfugiés sans terre, d'améliorer les relations intercommunautaires et de prévenir de nouveaux conflits.
8. Négocier et mettre en œuvre avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Rwanda un accord tripartite visant à permettre le retour des réfugiés congolais du Rwanda, en veillant notamment à prévoir un mécanisme de vérification de la nationalité des réfugiés et à ce que des cartes d'électeurs soient délivrées aux personnes éligibles avant les futures élections locales.
9. Encourager les autorités provinciales, les communautés concernées et les associations de réfugiés à mener avec l'UNHCR des campagnes de sensibilisation afin de réduire les tensions intercommunautaires et permettre une réinstallation dans le calme des déplacés et des réfugiés.
10. Soumettre un projet de loi au parlement, s'appuyant sur l'enquête menée par le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme sur les crimes de masses commis au Congo depuis 1993 portant création d'une Commission Vérité et Réconciliation et prévoyant également la mise en place d'un système de probation afin d'écarter de la police, des forces armées et des services de renseignements les auteurs des violations des droits humains les plus graves.

11. Améliorer les potentialités économiques et le contrôle sur l'exploitation des richesses minières du Nord Kivu en :
 - (a) renforçant les services chargés de la collectes des taxes et de la surveillance des mines ;
 - (b) veillant à ce que le processus de révision des contrats miniers signés pendant la guerre qui a commencé à Kinshasa prenne en compte les concessions accordées dans la province ; et
 - (c) engageant des consultations avec la Fédération des Entreprises Congolaises (FEC) du Nord Kivu avant d'étudier les moyens les plus appropriés pour ouvrir et mieux réguler l'économie provinciale.

Au procureur général de la Cour pénale internationale :

12. Ouvrir des enquêtes sur les crimes atroces commis depuis juin 2003 dans les Kivus et poursuivre leurs auteurs.

À la mission des Nations unies au Congo (MONUC) :

13. Créer des équipes d'observation mixtes avec l'armée nationale afin de contrôler les mouvements

14. de troupes autour des sites prévus pour le cantonnement des forces de Nkunda. Obtenir
15. l'accord de l'armée nationale, pour qu'en échange d'un soutien en ravitaillement et en logistique, des observateurs militaires soient intégrés au sein des brigades déployées au Nord Kivu afin d'aider des commandants à former et sensibiliser leurs troupes et à prévenir les abus des droits humains.
16. Apporter son soutien à l'armée nationale dans le cadre d'opérations conjointes visant à établir des zones sans armes, à contrôler les principaux axes de communication, à contenir de manière agressive et à désarmer les FDLR dans les territoires de Masisi, Walikale et Rutshuru.

Au principaux pays donateurs, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Afrique du Sud et la Belgique :

17. Apporter un soutien technique et financier à la mise en place de la commission en charge des questions foncières au Nord Kivu et au renforcement de la capacité des services de l'État à collecter les taxes et prévenir la fraude. Financer le programme du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme visant à recenser les crimes de masse commis au Congo depuis 1993.

Nairobi/Bruxelles, le 31 octobre 2007

RAMENER LA PAIX AU NORD KIVU

I. INTRODUCTION

La période de transition de trois ans qui a suivi la signature en 2003 de l'accord de paix de Sun City en Afrique du Sud a permis d'améliorer considérablement la sécurité dans la plupart des régions du pays, créant un contexte favorable pour la tenue dans le calme des élections de juillet et d'octobre 2006. Toutefois les tensions sont restées vives à l'Est du pays. Si quelques progrès ont été observés dans le district de l'Ituri et une relative stabilité a prévalu dans la province du Kibila a été suivie au Nord Kivu par des violences d'une amplitude au Sud Kivu, la victoire de pleur et d'une intensité que l'on n'avait pas connues depuis la période la plus dure de la guerre, en 2000.

À la fin du mois de novembre 2006, trois jours avant la proclamation des résultats de l'élection présidentielle, des dissidents conduits par le Général Laurent Nkunda ont repris les attaques contre l'armée nationale. Sous les auspices du Rwanda, le président Kabila a négocié un accord avec Nkunda pour l'intégration de ses troupes dans des brigades mixées. Toutefois, l'accord a été mal conçu et n'a offert qu'un répit. En effet, l'accord ne précisait pas les modalités selon lesquelles des opérations pourraient être lancées contre le groupe rebelle rwandais, les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), sans mettre en danger la vie des civils. Par ailleurs, chaque camp a cru pouvoir mettre à profit l'ambiguïté de l'accord pour mieux manipuler l'autre. En omettant de s'attaquer aux causes locales à l'origine du conflit, cet accord a contribué à exacerber les tensions intercommunautaires.

Lorsque les deux parties ont eu le sentiment d'avoir été flouées, le processus s'est enrayé et a débouché sur une période de trois mois pendant laquelle chaque camp s'est renforcé sur le plan militaire. Les combats ont repris à la fin du mois d'août 2007, entraînant des massacres dans plusieurs villages, forçant des dizaines de milliers de civils à fuir, et portant le nombre total de personnes déplacées dans la province depuis novembre 2006 à plus de 370 000. Le cessez-le-feu négocié le 6 septembre par la mission des Nations unies au Congo (MONUC) n'a jamais été totalement respecté. Les deux parties se sont réorganisées et n'ont cessé d'osciller entre l'offre d'un nouveau cessez-le-feu et la menace d'une grande offensive.

La crise post-électorale au Nord Kivu n'est pas une surprise. Le gouvernement de transition, le Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT)¹ et la MONUC n'ont jamais arrêté ni défendu de stratégie précise pour faire cesser la violence dans la province. Durant la deuxième partie de la transition, les tensions se sont atténuées grâce à une politique d'endiguement, d'apaisement et de soutien international aux élections. Cependant, tous les ingrédients d'une reprise du conflit sont restés en l'état : la réunification de la province n'était que partielle. Les dissidents de Nkunda ont pu librement se retrancher dans les territoires de Masisi et Rutshuru. Le désarmement des FDLR et des diverses milices Mayi Mayi locales n'a pas enregistré de progrès substantiels. La distribution d'armes légères aux civils s'est poursuivie. Le ressentiment entre les communautés locales en relation avec les problèmes d'insécurité foncière et les violations massives des droits de l'homme est resté profond et a été exacerbé après la mise à jour de plusieurs charniers.

Au cours des mois qui ont précédé la tenue des élections nationales et provinciales, la situation a commencé à se détériorer. Les rapports de force politique ont évolué au détriment du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) qu'appuyait le Rwanda et de ses partisans tutsi et hutu. Jusqu'alors marginalisées, les communautés Nande, Hunde et Nyanga alliées au président Kabila ont en profité pour se repositionner en vue d'obtenir des postes et faire pression pour une redistribution des avantages économiques. Ces changements ont fait craindre à la communauté tutsi d'être marginalisée et de devenir la cible de représailles pour les crimes perpétrés tant par l'armée du RCD, l'Armée nationale congolaise (ANC) que par ses alliés pendant la guerre. Alors que les leaders hutu pouvaient s'appuyer sur un groupe important au parlement provincial et sur un rapprochement avec Kabila, les hommes d'affaires tutsi et les membres-fondateurs du RCD se sont sentis isolés et n'ont pas tardé à voir dans l'insurrection de Nkunda,

¹ Le Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT), se composait des ambassadeurs à Kinshasa des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de la Belgique, de l'Afrique du Sud, de la Chine, de l'Angola, du Canada, de la Russie, de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine (UA). Il se réunissait sous la présidence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies avec pour objectif de coordonner l'activité diplomatique.

un moyen de pression potentiel pour défendre leurs intérêts économiques et dissuader des actes de vengeance.

La forte pression internationale et la retenue observée par les responsables à Kigali et Kinshasa ont jusqu'à présent permis d'éviter une régionalisation de la crise. Toutefois, la situation reste extrêmement volatile. L'option purement militaire, privilégiée jusque récemment par Kinshasa, a eu pour résultat d'augmenter le nombre des personnes déplacées, d'accroître la haine ethnique et de donner aux milices Mayi Mayi et aux éléments des FDLR une plus grande marge de manœuvre sur le terrain. Si elle était poursuivie, elle pourrait conduire à de nouveaux massacres de civils, déstabiliser le gouvernement de Kabila et peut-être déboucher sur une nouvelle guerre entre le Congo, le Rwanda et l'Ouganda.

Ce rapport analyse les raisons pour lesquelles le conflit du Nord Kivu n'a pas été réglé pendant la transition. Il examine la dynamique de la crise actuelle et passe en revue les mesures de court et de long terme qui permettraient de stabiliser la province. Deux annexes apportent en complément des éléments historiques pour comprendre les violences qui ont frappé récemment la province et la situation actuelle des rebelles hutu rwandais (FDLR).

II. L'ÉCHEC DE LA TRANSITION

La transition n'a pas réussi à traiter à la racine les causes profondes du conflit du Nord Kivu. L'intégration des troupes de l'ex-ANC, le désarmement des Mayi Mayi et le rapatriement des FDLR² impliquaient des coûts politiques que le président Kabila n'était pas prêt à payer. Les tensions locales intercommunautaires, aggravées par les séquelles de la guerre³ et alimentées par la compétition pour le contrôle des ressources naturelles, furent considérées davantage comme des ressources utiles au service d'objectifs politiques de court terme que comme des problèmes à traiter en vue d'une réconciliation. De plus, comme la préoccupation principale des dirigeants du CIAT et de la MONUC était de renforcer la position du président Kabila au moyen des élections, aucune pression internationale n'a été exercée sur lui pour qu'il défie les extrémistes de son camp et fasse quelques concessions au RCD en vue de résoudre les problèmes du Nord Kivu. Au contraire, la préférence est allée à une politique d'endiguement et d'apaisement ignorant les causes profondes du conflit et donnant la priorité au renforcement de la position du président. Après les élections et la perte du pouvoir provincial par le RCD, les dirigeants tutsi à Goma ont considéré que seul Nkunda pouvait protéger leurs intérêts et les combats ont repris, conduisant progressivement à la crise actuelle.

A. L'ÉCHEC DU PROCESSUS D'INTÉGRATION DE L'ARMÉE

L'accord de paix de 2003 au Congo est un accord sur le partage du pouvoir au niveau national. Il a laissé sans réponse les questions liées aux divers conflits locaux et n'a pas fourni au gouvernement de transition une feuille de route en ce qui concerne l'intégration de l'armée.⁴ C'est au Nord Kivu que les conséquences de ces impasses ont été de loin les plus graves.⁵

L'intégration de l'armée était le problème central pour la stabilisation du Nord et du Sud Kivu dans la mesure où elle avait des implications pour la survie à la fois politique et économique de la rébellion du RCD ainsi que pour la sécurité physique de ses partisans. En l'absence de moyens de pression militaire, le RCD n'était pas vraiment en

² Voir Annexe D pour une analyse détaillée de l'activité des FDLR dans les Kivus.

³ Voir Annexe C pour une analyse détaillée de l'histoire de la violence au Nord Kivu.

⁴ Rapport Afrique de Crisis Group N°44, *Temps couvert sur Sun City : La refondation nécessaire du processus de paix congolais*, 14 mai 2002.

⁵ Rapport Afrique de Crisis Group N°56, *The Kivus: The Forgotten Crucible of the Congo Conflict*, 24 janvier 2003.

mesure de défendre son agenda politique et sa base tutsi s'est sentie de nouveau en danger. Dans ces conditions, l'intégration de l'armée dans les Kivus ne pouvait réussir sans de véritables négociations politiques sur les conditions minimales de sécurité nécessaires pour que les unités soient démantelées et que leurs chefs soient transférés dans d'autres provinces. Il aurait également fallu prendre des initiatives dans le domaine de la justice et lancer une campagne de sensibilisation afin de réduire les tensions intercommunautaires et résoudre les conflits fonciers.

Malheureusement, l'accord de Sun City a considéré que l'intégration de l'armée était un processus de nature essentiellement technique, n'impliquant qu'une redistribution des postes de commandement entre les anciens belligérants, à Kinshasa et au sein des régions militaires. Le démantèlement des unités a été mis en œuvre sans tenir compte des conséquences sur le terrain ni des liens avec les causes du conflit. Le commandement du Sud Kivu, l'un des fiefs de l'ANC, l'armée du RCD soutenue par le Rwanda, est revenu à l'armée de Kabila (Forces armées congolaises, FAC), tandis que l'ANC a conservé le Nord Kivu. Les tenants de la ligne dure autour du président Kabila à Kinshasa se sont servis du processus pour régler leurs comptes et mettre à mal la capacité politique du RCD au sein des institutions nationales.

La nomination d'un commandant FAC à Bukavu et le remplacement des commandants ex-ANC dans toute la province ont inévitablement exacerbé les tensions intercommunautaires. Les tenants de la ligne dure au sein du RCD, impatientes de reprendre la guerre et de mettre fin prématurément à la transition, ont contribué à cette situation en menant une politique systématique de provocations et de menaces. Les responsables du RCD recherchés en raison de leur implication supposée dans l'assassinat de l'ancien président Laurent Kabila en 2001 refusèrent de se rendre à Kinshasa et de rejoindre l'armée nationale, alléguant l'absence de garanties de sécurité pour eux-mêmes et leurs communautés.⁶

Ce groupe avait à sa tête le général de brigade tutsi Laurent Nkunda, ancien commandant de la 2ème région militaire du RCD. Dès le mois de décembre 2003, il a pris la tête d'une organisation, la Synergie nationale pour la paix et la concorde, réunissant des chefs du RCD hutu et tutsi de Goma ainsi qu'un petit groupe de responsables et d'hommes politiques du Sud Kivu condamnés par contumace pour

l'assassinat de Laurent Kabila.⁷ Goma devint rapidement la base arrière de tous les dissidents du RCD.

La redistribution des postes de commandement et la destruction des unités de l'ANC au nom de l'intégration de l'armée alors même que plusieurs questions de fond n'étaient pas réglées ne pouvaient que conduire à une crise. Les officiers du RCD (la plupart d'origine tutsi) ayant rejoint le mouvement de Nkunda ont refusé de reconnaître l'autorité du général Nabyolwa, le commandant pro-Kabila de la région militaire envoyé par Kinshasa. En mai 2004, le conflit entre les commandants s'est transformé en une bataille ouverte pour le contrôle de Bukavu. Cette situation a avivé le ressentiment contre la communauté tutsi et débouché sur des tueries en représailles, les Tutsi étant souvent vus comme une cinquième colonne rwandaise. L'armée nationale a procédé à une rafle et tué quinze Tutsi parmi lesquels des femmes et des enfants.⁸ Quelque 3 000 civils tutsi ont été contraints de fuir les villes. Prétendant qu'il s'agissait d'un génocide, Nkunda a pris la tête d'une force d'un millier d'hommes de Goma qui sont entrés à Bukavu le 2 juin 2004, violant et tuant les civils de manière indiscriminée.⁹

La pression internationale exercée sur le Rwanda et le RCD a contraint Nkunda à quitter Bukavu le 10 juin. Cependant, la situation a continué à s'envenimer. Nkunda s'est retiré au Nord Kivu, où il a renforcé ses positions dans les territoires de Masisi et de Rutshuru. En août, le massacre des réfugiés Banyamulenge dans le camp de Gatumba, au Burundi,¹⁰ a exacerbé chez de nombreux Banyarwanda d'origine tutsi le sentiment que leur survie était en jeu dans ce conflit. Simultanément, la crise de Bukavu et le

⁷ Le groupe comprenait le gouverneur du Sud Kivu, Xavier Ciribanya, le général Bora Uzima, le colonel Georges Mirindi, le colonel John Bahati, le major Amuli Chap Chap et le major Joseph Kasongo. Le procès de l'assassinat de Kabila a été entaché par des vices de procédure et fortement critiqué par des associations des droits de l'homme. Juste avant le début de la transition, les postes militaires et politiques de Bukavu ont été occupés par des responsables du RCD fraîchement recrutés qui avaient été reconnus coupables de l'assassinat de Kabila. L'implication du Rwanda dans cette décision avait suscité la consternation parmi les chefs du RCD, qui avaient expliqué ne pas avoir été consultés. Entretien de Crisis Group, des responsables du RCD, Bukavu, janvier 2005.

⁸ « RD Congo: Crimes de guerre à Bukavu », Human Rights Watch, communiqué de presse, juin 2004.

⁹ Ibid ; Rapport Afrique de Crisis Group N°91, *The Congo's Transition is Failing: Crisis in the Kivus*, 30 mars 2005.

¹⁰ Les rebelles hutu du Front national de libération du Burundi (FNL) ont revendiqué la responsabilité de l'attaque, qui s'est soldée par la mort de 160 civils, dont beaucoup ont été brûlés vifs pendant leur sommeil. Une enquête effectuée ultérieurement par les Nations unies a conclu à l'insuffisance de preuves permettant d'établir des responsabilités. De nombreux Tutsi, dont Nkunda, prétendent que le gouvernement congolais avait planifié ce massacre et aidé le FNL dans cette opération.

⁶ Nkunda a servi quatre ans à Kisangani et a été accusé d'avoir participé au massacre de 160 civils qui a eu lieu dans cette ville, en mai 2002. Il a notamment expliqué que l'accord de paix de décembre 2002 était biaisé en l'absence d'un accord sur les questions militaires.

retranchement des insurgés de l'ANC dans le Nord Kivu ont précipité l'arrivée dans la province de nombreux renforts militaires pro-Kinshasa. Les groupes Mayi Mayi Nande et l'APC de Mbusa Nyamwisi¹¹ ont notamment renforcé leurs positions dans les territoires de Beni et de Lubero afin d'empêcher Nkunda d'aller vers le nord.

D'octobre à décembre 2004, des combats ont fait rage dans le territoire de Walikale et dans la zone de Kanyabayonga dans le territoire de Lubero, les troupes de Nkunda prenant systématiquement pour cible des civils Nande et Hunde au cours d'opérations de repréailles.¹² Les FDLR ont tenté de mettre à profit les tensions grandissantes dans la province pour montrer leur utilité à Kinshasa et intensifier la crise au niveau régional. Ils ont cependant été stoppés en novembre par les attaques préventives rwandaises à l'intérieur du Congo.¹³ La pression internationale exercée sur Kinshasa, Kigali et Nkunda, notamment de la part de l'Afrique du Sud, a permis finalement de désamorcer la crise et a ouvert la voie à une nouvelle phase de la transition, centrée sur la préparation des élections. Toutefois, aucune initiative politique ne fut jamais lancée en vue de négocier une intégration dans l'armée et le conflit est resté sans solution.

B. LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA RWANDOPHONIE DE SERUFULI

Après une année de crise, les Kivus ont connu un équilibre fragile sous l'effet de la montée en puissance d'Eugène Serufuli, le gouverneur du RCD au Nord Kivu¹⁴, qui devint l'interlocuteur principal du gouvernement et de la communauté internationale dans la province. Serufuli vint opportunément combler le vide créé par la perte d'influence du vice-président Ruberwa, lequel, après sa décision de suspendre sa participation à la transition en August 2004, ne put jamais recouvrer son autorité. Pendant deux ans, Serufuli, un Hutu de Rutshuru, fut le principal intermédiaire dans les relations politiques entre la province, Kinshasa et Kigali tout en réussissant à contenir Nkunda par une politique d'apaisement.

¹¹ Armée populaire congolaise, voir Annexe C ci-dessous pour plus de détails.

¹² « Nord Kivu : Les civils paient le prix des rivalités politiques et militaires », Amnesty International, 28 septembre 2005.

¹³ « Le conflit RDC Congo Rwanda », Human Rights Watch, communiqué de presse, 4 décembre 2004.

¹⁴ Serufuli, nommé gouverneur du Nord Kivu en 2000, est un Hutu de Rurama, dans le territoire de Rutshuru. Ancien membre de la MAGRIVI (*Mutuelle Agricole des Virunga*), une association de développement transformée par la suite en milice hutu dans le Masisi, il est membre-fondateur du RCD, fondateur et ancien responsable de l'ONG TPD (Tous pour la paix et le développement).

1. La stratégie d'endiguement et d'apaisement des insurgés

Accusant la direction du RCD à Kinshasa de l'avoir trahi, Nkunda disparut temporairement du devant de la scène. Il se retira dans les montagnes du Masisi, où il tenta de rassembler tous ceux qui, dans l'Est du Congo, avaient le sentiment d'être les perdants de la transition.¹⁵ Il renforça sa structure militaire et consolida son emprise sur les 81ème et 83ème brigades de l'ex-RCD.¹⁶ Il recruta également des centaines de Tutsi congolais dans les camps de réfugiés du Rwanda ainsi que les soldats démobilisés de l'ex-RCD du camp de *brassage* de Mushaki situé à proximité.¹⁷ Des dizaines d'enfants soldats qui avaient quitté l'armée pour retourner dans leurs villages au Rutshuru et au Masisi, furent ainsi recrutés par la force dans ses rangs.¹⁸

Ne parvenant pas à régler le problème Nkunda militairement, Kinshasa lança un mandat d'arrêt contre lui en septembre 2005¹⁹ mais accepta en même temps la stratégie d'apaisement proposée par Serufuli. Dans la capitale, Serufuli était un personnage acceptable. Il avait officiellement pris ses distances pendant la crise par rapport aux durs du RCD et semblait offrir au gouvernement le moyen de garder la situation sous contrôle tout en parvenant à toucher l'important électorat hutu. Il devint le promoteur de la « Rwandophonie », un nouveau mouvement politique centré sur la défense des droits et des intérêts des communautés hutu et tutsi dans la province.²⁰ Serufuli promit d'apporter le vote hutu à Kabila et de garder Nkunda

¹⁵ « Évitions une autre guerre au Congo », entretien avec Azarias Ruberwa, président du RCD, *La Libre Belgique*, 25 août 2004.

¹⁶ La plupart des soldats de ces brigades ont été recrutés dans les Forces de défense locales (FDL) de Serufuli lorsque ce dernier était gouverneur. De nombreux officiers étaient des Tutsi formés dans l'armée rwandaise avant la guerre.

¹⁷ « Rapport du groupe d'experts sur la République démocratique du Congo conformément à la résolution 1552 », UNCS S/2005/30, 25 janvier 2005, p. 49.

¹⁸ « République démocratique du Congo : Recrudescence alarmante du recrutement d'adolescents dans le Nord Kivu », Amnesty International, communiqué de presse, 31 mars 2006.

¹⁹ Bien que délivré par le gouvernement du Congo, ce mandat est souvent qualifié de mandat international car il a été transmis à Interpol. Lors d'une conférence de presse récente, la MONUC a demandé des clarifications quant à la nature exacte du mandat d'arrêt. Voir « Mandat d'arrêt contre Nkunda : la MONUC dans l'embarras », *Le Phare*, 18 octobre 2007.

²⁰ Le 19 janvier 2004, François Gachaba et Félicien Nzitatira, respectivement chefs des communautés hutu et tutsi, ont publié dans « Le Soft », le « mémorandum des Rwandophones congolais » dans lequel ils décrivent la persécution systématique et les stéréotypes dont sont victimes leurs communautés par les gouvernements depuis l'indépendance. Ils exhortèrent le gouvernement de transition à s'en souvenir lors des débats sur le projet de constitution et de loi sur la citoyenneté.

sous contrôle tout en faisant pression sur le Rwanda pour qu'il soutienne l'élection de Kabila.

À Goma, Serufuli protégea avec soin les intérêts des hommes d'affaires tutsi et travailla sans relâche au maintien du statu quo au Masisi et dans le Rutshuru, maintenant en place l'administration provinciale dominée par le RCD et garantissant l'exploitation illégale permanente des ressources naturelles. Il dut également satisfaire les intérêts de sa propre communauté. Dans la suite de la politique d'appui aux Forces de Défense Locales (FDL) qu'il avait mis en place pendant la guerre, il distribua des armes et des munitions aux jeunes hutu.²¹

Sur le front militaire, la nouvelle armée nationale (FARDC) décida de procéder à l'intégration des rebelles par un processus de type purement administratif nommé *brassage*. Elle incita les déserteurs (y compris des ex-Mayi Mayi) à se regrouper et, tout en évitant une confrontation directe avec les insurgés, affermit progressivement son contrôle sur les secteurs évacués par l'ex-ANC. Le commandant de la région militaire de l'ex-RCD à Goma, le Général Gabriel Amisi, a maintenu les brigades des insurgés dans le registre des soldes de l'armée jusqu'à ce qu'il soit promu chef d'état-major de la force terrestre, courant 2006. Cette stratégie d'endiguement et d'apaisement permit de maintenir un fragile statu quo tout au long de l'année 2005.

2. Massacres de représailles et charniers : les limites de la Rwandophonie

Face aux séquelles profondes laissées par la guerre, la Rwandophonie, en tant que politique visant à maintenir l'unité entre les communautés hutu et tutsi trouva rapidement ses limites. En janvier 2006, le colonel She Kasikila, le nouveau commandant ex-Mayi Mayi de la 5ème brigade intégrée, fut envoyé à Rutshuru. Premier commandant non-RCD à contrôler le territoire depuis 1998, il prit immédiatement des mesures discriminatoires à l'encontre des officiers et soldats Banyarwanda, leur conseillant de rentrer au Rwanda, sous peine d'avoir à en subir les conséquences.²² Il commença à faire justice lui-même et à encourager les assassinats par vengeance. Il livra ainsi trois bandits Banyarwanda à la populace, qui les tua sur le champ. Il se mit aussi à récupérer les armes distribuées par les hommes de Serufuli à la population locale et à chasser les soldats de Nkunda de

la mine de niobium de Lueshe qu'ils gardaient pour le compte d'importants hommes d'affaires tutsi de Goma.²³

Kasikila était cependant allé trop loin. Les 17 et 18 janvier 2006 Nkunda attaqua la ville de Rutshuru, en chassa Kasikila et prit également le contrôle de plusieurs villages des environs. Une fois de plus, les combats allèrent de pair avec des violations massives des droits de l'homme. Les troupes de Nkunda firent du viol systématique (de 40 à 90 femmes) une arme de guerre.²⁴ Lorsque Kasikila a finalement été contraint de quitter le Nord Kivu, il y a eu un retour au calme précaire. Entretemps, cependant, la brigade de Kasikila avait mis à jour dans les environs de Rutshuru de nombreux charniers contenant des centaines de cadavres de combattants hutu rwandais et congolais tués par l'armée rwandaise et les Tutsi en 1996. Le souvenir de ces massacres avait été étouffé pendant le gouvernement du RCD, mais leur retour à la surface créa un choc au sein des communautés locales hutu.²⁵ Lorsque Serufuli se rendit à Rutshuru en mars 2006 pour y prononcer un discours, les Hutu se révoltèrent. De nombreux chefs hutu de Goma et Rutshuru dénoncèrent avec force le mouvement de Nkunda ainsi que le projet de Rwandophonie, annonçant sa disparition de la scène politique pendant les élections.

C. ÉLECTIONS GÉNÉRALES : LES NANDE CONTRE ATTAQUENT

Au début 2006, l'attention était toute entière centrée sur les élections et Serufuli, désireux de gagner des voix, commença à changer de camp. Une partie de sa motivation venait de ce que le Rwanda avait accepté de soutenir la campagne de Kabila et de dissuader Nkunda d'agir contre ses partisans à l'Est, à condition qu'il donne des postes au RCD dans son gouvernement.²⁶ À la demande de Kinshasa, Serufuli réussit à convaincre la plupart des commandants hutu de Nkunda de désertir, y compris les chefs des 81ème et 83ème brigades, les colonels Smith Gihanga et David Rugayi, qui, au début de l'année 2006 amenèrent avec eux dans les camps de brassage de l'armée des centaines de combattants hutu. Plusieurs semaines après que Serufuli

²¹ Rapport Afrique de Crisis Group N°91, *The Congo's Transition Is Failing: Crisis in the Kivus*, 30 mars 2005. Sur les FDL, voir Annexe C ci-dessous.

²² Entretiens de Crisis Group, des responsables administratifs locaux, Rutshuru, mars 2006.

²³ « Rapport du groupe d'experts sur la République démocratique du Congo conformément à la résolution 1116 (2005) », UNCS S/2006/53, 27 janvier 2006, p. 26. La mine était gérée par Modeste Makabuza, un influent homme d'affaires tutsi proche de Serufuli.

²⁴ « Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés en République démocratique du Congo », Groupe de travail du Conseil de sécurité S/2007/391, 28 juin 2007, p. 11.

²⁵ En septembre 2005, des charniers semblables avaient été découverts mais Serufuli en avait attribué la responsabilité aux FDLR.

²⁶ Entretiens de Crisis Group, des responsables rwandais, Kigali, février 2007 ; et des responsables du RDC, Kinshasa, décembre 2006.

ait, en août, pris position contre le mouvement de Nkunda, on l'empêcha sous la menace d'une arme à feu de se rendre sur le territoire contrôlé par le chef rebelle.²⁷

Les communautés hutu avaient encore plus de raisons de rallier le camp de Kabila. La transition avait en effet répondu à leur principal grief. La nouvelle loi sur la nationalité qui accorde la citoyenneté à toutes les personnes présentes sur le sol congolais avant le 30 juin 1960, avait été très bien accueillie par les immigrés hutu car la plupart d'entre eux s'était installée au Masisi avant l'indépendance. Elle leur garantit la jouissance de leur titre de propriété foncière ce qui n'est pas le cas pour la majorité des immigrés tutsi, qui ne sont venus qu'après la révolution sociale de 1959 au Rwanda et les pogroms des années 1960.

Au Nord Kivu, les élections se sont déroulées dans une atmosphère tendue mais peu d'incidents ont été signalés. Cependant, elles ne pouvaient suffire à stabiliser une province qui, ayant subi des violences intercommunautaires généralisées depuis plus de quinze ans, était encore pleine d'armes et de groupes armés, n'avait pas résolu ses conflits fonciers et n'avait aucun plan pour traiter des griefs de nature économique. Au lieu de cela, ces élections ont débouché sur une reconfiguration importante du pouvoir fondée sur l'appartenance ethnique et les équilibres démographiques, ce qui a engendré un nouveau déséquilibre et provoqué une nouvelle crise.

Ces élections furent néanmoins, un véritable triomphe pour le président Kabila. Au Nord Kivu, il obtint 77,71 pour cent des voix au premier tour et 96,4 pour cent au second. Au niveau provincial, le scrutin consacra l'échec de la Rwandophonie ainsi que la réalité de la démographie et de la polarisation ethnique. La plateforme de Kabila, l'Alliance pour la majorité présidentielle (AMP), remporta 30 sièges sur 48 à l'assemblée législative.²⁸ La plupart des Hutu des territoires de Masisi et de Rutshuru votèrent pour PANADI²⁹ et le PPRD³⁰ et non pour le RCD qui ne remporta que 7 sièges. Les Nande obtinrent 26 députés, les Hutu onze, les Hunde six, les Nyanga deux et les Kumu un. L'AMP remporta également une large victoire aux élections provinciales, avec 25 sièges sur 42.³¹

²⁷ « Nord Kivu: Serufuli dit non au discours tribal de Laurent Nkunda à Masisi », Radio Okapi, 20 août 2006.

²⁸ Le PPRD a gagné quinze sièges, les Forces du renouveau avec Mbusa Nyamwisi six, le MSR quatre, le PANADI trois, le mouvement Mayi Mayi et l'UPRDI un chacun. Pour les acronymes des partis politiques, voir Annexe E ci-dessous.

²⁹ Le Parti des nationalistes pour le développement intégral, un parti pro-kabila du Nord Kivu d'obédience hutu.

³⁰ Le Parti du peuple pour la reconstruction et le développement, le parti politique de Kabila.

³¹ La répartition des 42 sièges au niveau communautaire s'est faite de la manière suivante : 25 sièges pour les Nande, 10 pour les Hutu et 7 pour les Hunde et les Nyanga.

Comme dans d'autres provinces et malgré des relations intercommunautaires tendues, les deux principaux groupes ethniques, les Nande et les Hutu, ont réussi à trouver un arrangement et à se partager les postes clés. Le 14 janvier 2007, Léon Bariyanga Rutuye, un Hutu du Rutshuru, a été élu président de l'assemblée provinciale avec le soutien de l'AMP. Le 27 janvier, après plusieurs dissensions au sein de l'AMP, Julien Paluku, le maire Nande de Beni proche de Mbusa Nyamwisi, a été élu gouverneur.³²

Comme on pouvait s'y attendre, la communauté tutsi a eu très peu d'élus. Faustin Dunia Bakarani est son unique député national.³³ Aucun Tutsi n'est entré à l'assemblée provinciale. Édouard Mwangachuchu a été élu sénateur³⁴ et un Tutsi, Pierrot Kabanda, a été nommé ministre dans le gouvernement provincial.³⁵ Mais il est clair que les Nande et les Hutu leur sont supérieurs en nombre.

Si les réfugiés étaient rentrés au Congo pour s'inscrire et voter,³⁶ les Tutsi auraient eu plus de représentants mais ils se seraient retrouvés dans la même situation que d'autres minorités du Nord Kivu.³⁷ Cependant, à la différence d'autres communautés, les Tutsi redoutent de subir des représailles pour les crimes commis pendant la guerre. De nombreux hommes d'affaires tutsi se sont également enrichis pendant la guerre grâce à toute une série d'avantages préférentiels, d'exonérations de taxes et le contrôle d'une grande partie du commerce très lucratif

³² L'élection de Paluku a révélé l'ampleur des conflits internes au sein de la communauté Nande et l'influence du ministre des affaires étrangères, Nyamwisi. Le chef du Mouvement social pour le renouvellement (MSR), Vahamwiti Mukesyayira, s'est porté candidat au poste de gouverneur avec le soutien de l'AMP, mais Paluku a eu le soutien de Nyamwisi. Peu avant le vote, Serufuli s'est retiré en faveur de Mukesyayira, mais celui-ci a perdu avec 17 voix contre 25 pour Paluku.

³³ Bakarani est un ancien membre du RCD. Pendant la transition, il a pris ses distances vis-à-vis de Serufuli et a fait campagne en tant que candidat du MLC dans le territoire du Masisi. Sa critique de la gestion du RCD au Nord Kivu, et particulièrement de sa politique foncière, ainsi que son rôle de président de la communauté rwandophone du Masisi expliquent, entre autres, son succès lors des élections.

³⁴ Mwangachuchu est un riche homme d'affaires de la province qui contrôle une entreprise exportatrice de minerais, MHI, au Masisi. Il est également vice-président du groupe parlementaire du Nord Kivu à Kinshasa.

³⁵ Le gouvernement provincial compte dix ministres, quatre Nande, deux Hutu, un Hunde, un Nyanga, un Kano et un Tutsi.

³⁶ Bakarani affirme que s'ils étaient tous retournés au Congo, les Tutsi auraient pu avoir quatre députés nationaux et quatre députés provinciaux. Voir « Dunia Bakarani, le rescapé tutsi: Laurent Nkunda a reçu l'ordre d'engager la campagne de Bukavu », *Le Soft*, 11 janvier 2007.

³⁷ Les petites communautés comme les Kano, les Tembo et les Mbuti (pygmées) n'ont aucun député national.

de l'essence.³⁸ Ces hommes d'affaires ainsi que ceux contrôlant les *comptoirs* – les sociétés commerciales qui achètent des minerais pour l'exportation – ont manifesté une inquiétude grandissante à l'idée que les Nande et Kabila puissent chercher à leurs prendre leurs biens.³⁹ Ces craintes ont entraîné un changement d'état d'esprit ce qui donné à Nkunda l'occasion de retrouver une position de premier plan dans la lutte pour le pouvoir dans la province.

III. LE MIXAGE : UNE NOUVELLE OCCASION MANQUÉE

La réapparition de Nkunda a provoqué une nouvelle crise dans la province et révélé les limites de la stratégie d'endiguement poursuivie au cours de la période de transition. Kabila a tenté de trouver un accord avec lui afin d'intégrer ses troupes dans les forces armées régulières de façon à pouvoir affaiblir les FDLR et améliorer ses propres relations avec le Rwanda. Néanmoins, dans un contexte marqué par une profonde méfiance entre les communautés et la peur suscitée par les troupes de Nkunda dans les communautés non-tutsi, l'accord s'est avéré trop limité et ambigu. Ne prenant pas en compte les causes des tensions dans la province, l'accord est finalement devenu un facteur contribuant à l'approfondissement de cette crise de confiance.

A. UNE NOUVELLE REBELLION?

Nkunda a choisi la période électorale pour présenter son propre mouvement, le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), et pour se réinventer en tant que protecteur politique des minorités. Il a commencé à tenir des rassemblements dans les villes de l'est du Masisi et de l'ouest du Rutshuru, appelant à l'unité nationale et à la réconciliation ethnique,⁴⁰ sans pour autant soutenir un parti politique en particulier. Il n'a posé sa candidature à aucun poste mais a plutôt profité de la présence de dizaines de journalistes étrangers venus dans la région couvrir les élections pour renforcer sa notoriété.

1. L'agenda politique de Nkunda

Ses critiques contre le président n'ont eu aucun impact réel sur la popularité de Kabila dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, où il a obtenu plus de 80 pour cent des voix au premier tour et 90 pour cent au second, des résultats comparables à ceux mentionnés ci-dessus pour la province. Aucun fait majeur de violence à caractère ethnique n'est venu perturber les élections. Néanmoins, l'initiative de Nkunda a été bien accueillie par les Tutsi, y compris par les membres de la société civile, le clergé et les hommes d'affaires. La communauté tutsi était très inquiète après les discours tenus par quelques candidats du Nord Kivu flattant le sentiment anti-rwandais et anti-tutsi.⁴¹ Bien que

³⁸ Le pouvoir de Serufuli a été renforcé par des partisans issus du gouvernement local et du monde des affaires. Léon Muheto, par exemple, est le directeur de la compagnie d'électricité de l'État, la Société Nationale d'Électricité (SNEL), à Goma, ainsi qu'un membre important du mouvement rwandophone. Modeste Makabuza, un proche associé et probablement l'homme d'affaires le plus puissant de Goma, possède la Société Congolaise d'Assurances et de Réassurances (SCAR) ainsi que des parts dans la compagnie de téléphone Supercell et une mine de niobium au Rutshuru. Il contrôle également une grande partie de l'essence acheminée à Goma. Son frère, Alexi, est le co-fondateur, avec Serufuli, de TPD. Rapport de Crisis Group, *The Congo's Transition Is Failing*, op. cit. Selon certains hommes d'affaires de Goma, Serufuli imposait une taxe de sécurité sur les importations d'essence de \$250 par mètre cube, qui rapportait plus de \$600 000 par mois.

³⁹ Entretiens de Crisis Group, des hommes d'affaires, Goma, juillet 2007. Les enjeux sont considérables. En 2006, environ \$10 millions de cassitérite ont été officiellement exportés de Goma par le Rwanda ; depuis janvier 2007, le prix de l'étain à Goma a presque doublé pour atteindre environ \$6 500 la tonne. Les plus grandes entreprises commerciales sont : la Mining Processing Company (MPC), une entreprise sud-africaine dans laquelle Tribert Rujugiro, qui est très proche du gouvernement rwandais, a des parts très importantes; Sodexmines, dirigée par El Ali Bassem, d'origine libanaise, qui serait proche de membres du gouvernement à Kinshasa ; et Amur, appartenant à des hommes d'affaires du Sud Kivu. Ces entreprises totalisent plus de 70 pour cent des exportations officielles de cassitérite de la province. Selon des sources de Goma, certaines seraient des paravents pour des opérateurs rwandais. Selon l'ONU, 70 pour cent de la cassitérite sort clandestinement de Goma et n'apparaît pas dans les statistiques officielles. « Regards Croisés », n°19, Pole Institute, Goma, juillet 2007, pp. 24-26 ; « Rapport établi par le Secrétaire général en application du paragraphe 8 de la résolution 1698 (2006) concernant la République démocratique du Congo », UNCS S/2007/68, 8 février 2007, p. 8.

⁴⁰ Nkunda, qui se dit être un ministre évangélique, parsème ses discours de références à la Bible, à Gandhi et à Martin Luther King Jr.

⁴¹ En mai 2006, le vice-président Yerodia Ndombasi, dans un discours à Goma, a déclaré qu'il chasserait tous les Banyarwandas de la ville ; le sénateur Mayi Mayi Mahano Ge Mahano a accusé les Tutsi de préparer une autre guerre au Sud Kivu. D'autres candidats ont promis d'amender la loi sur la citoyenneté afin

nombre de Tutsi n'aurait probablement pas cautionné les méthodes violentes de Nkunda, ils ont vu en lui un garant ultime de leur sécurité au cas où éclateraient de nouveaux combats intercommunautaires.

Dès le départ, il était évident que son engagement proclamé pour la démocratie et son opposition à la politique tribale était une posture. Son propre parcours, le profil de ses commandants (pour la plupart Tutsi), la tentative manquée de former une coalition rwandophone et les dissensions intercommunautaires au Nord Kivu contribuaient à limiter son audience à une partie bien précise de sa propre communauté.

Les principales demandes figurant au cahier des charges du CNDP sont toutes liées à la communauté Tutsi. Le mouvement exige comme conditions préalables à l'intégration de ses troupes dans l'armée nationale à la fois l'élimination des rebelles des FDLR, qu'il accuse de préparer un autre génocide, et le retour et la réinstallation sur leurs terres de 45 000 Tutsi congolais vivant dans des camps de réfugiés au Rwanda.⁴² Pour les Tutsi, la présence des FDLR est un rappel constant des violences passées. Bien qu'aucune attaque sérieuse des FDLR à leur endroit n'ait été signalée ces dernières années,⁴³ dans les zones rurales, ils ne s'aventurent pas loin de la protection des troupes de Nkunda.

Nkunda suspecte toutes les communautés non-Tutsi d'avoir des liens avec les FDLR. Depuis le début de l'insurrection, il s'est employé à renforcer la paranoïa chez les Tutsi. Pour justifier son combat, il fait constamment référence dans ses discours, dans les tracts et sur ses sites internet aux violences perpétrées par le passé contre les Tutsi et à l'imminence d'un génocide.⁴⁴ Il a aussi cherché

d'exclure les Tutsi et se sont appelés eux-mêmes « le remède contre les Tutsi ». Entretien de Crisis Group, des représentants locaux des Tutsi et des journalistes, Uvira et Bukavu, juillet 2006.

⁴² On estime qu'entre 15 et 25 pour cent de la population tutsi du Nord Kivu vit dans ces camps.

⁴³ La plus récente manifestation importante du sentiment anti-tutsi au Congo a eu lieu le 1er août 2007, à des centaines de km du Nord Kivu, dans la petite ville de Moba sur les rives du Lac Tanganyika, dans la province du Katanga. Une radio locale et des tracts ont répandu la rumeur que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) rapatrierait dans la zone des milliers de « Banyavyura », des Tutsi des hauts plateaux du Katanga qui avaient fui Moba pendant la guerre. Un millier de personnes sont descendues dans la rue pour protester, prenant d'assaut le bureau de la MONUC et blessant plusieurs membres des forces de maintien de la paix. Les Banyavyuras attendent toujours leur rapatriement.

⁴⁴ Un site internet du CNDP présente des images et des vidéos sur massacres des Tutsi, notamment des images de Tutsi brûlés vifs et tués à Kinshasa en août 1998, les photos des survivants du siège de Bukavu en mai 2004 et des 160 Banyamulenges tués à Gatumba en août 2004. Fin 2005, Nkunda a commencé à organiser des séminaires dans les territoires de Masisi et de Rutshuru pour des centaines de nouvelles recrues, pour la plupart des jeunes

à diffuser l'idéologie de la victimisation développée dans les camps de réfugiés au Rwanda.⁴⁵

Bien que Nkunda exagère leur détresse,⁴⁶ les conditions de vie des réfugiés tutsi congolais dans les camps du Rwanda et du Burundi où ils vivent depuis des décennies sont peu enviables. Ne pouvant ni travailler ni élever du bétail, ils se sont radicalisés. Les comités et les associations de réfugiés des camps jouent un rôle important car ils filtrent l'information qui leur parvient et recrutent des soldats pour Nkunda.⁴⁷ Bien que récemment le nombre de victimes tutsi au Nord Kivu ait été faible, le point de vue dominant au sein de la communauté des réfugiés n'a pas changé et reste semble à celui exprimé par le président rwandais Kagame après la mort de quinze Tutsi à Bukavu en 2004 : « Quand un Tutsi est tué à Bukavu, il ne s'agit pas seulement d'un mort mais d'un million de mort plus un ». ⁴⁸

Pour les autres communautés du Nord Kivu et de l'ensemble du Congo, en particulier celles qui ont toujours contesté la nationalité des Tutsi congolais et les ont considérés comme des étrangers, des concurrents sur le plan économique ou des oppresseurs,⁴⁹ l'insurrection de Nkunda ne fait que confirmer que la communauté tutsi est indifférente à la souffrance des autres communautés et ne fait pas partie de la nation.

Cette insurrection a pris la tournure d'une dangereuse prophétie auto-réalisatrice. Du fait des abus perpétrés contre des civils innocents, chaque offensive militaire attise la flamme du sentiment anti-tutsi. Après l'attaque de Nkunda sur Bukavu et Goma, respectivement en mai 2004 et novembre 2006, la plupart des Tutsi se sont enfui de ces deux villes, redoutant que la colère populaire et d'éventuelles représailles les prennent pour cible. En réaction à la mort de moins d'une vingtaine de Tutsi depuis deux ans, Nkunda a lancé des offensives qui ont fait plus de 100 morts et ont déplacé des centaines de milliers de personnes. Sa stratégie consiste à lancer de petites offensives, généralement en réaction à des actes de maltraitance relativement mineurs

gens de Goma, sans emploi mais instruits, qui ont payé de petites sommes pour pouvoir y participer. Ces séminaires comprenaient des leçons d'histoire et d'éthique ainsi qu'un entraînement militaire.

⁴⁵ Nkunda a visité les camps à plusieurs reprises en 2003 et 2004, et les responsables du CNDP font de même régulièrement, entretien de Crisis Group, des organisations humanitaires, Goma, Kigali, juillet 2007 ; et « Groupe d'experts », 2005, op. cit., p. 44.

⁴⁶ « Les cimetières dans ces camps sont plus grands que les espaces d'habitation. Les conditions de vie sont épouvantables », entretien de Crisis Group, Nkunda, Masisi, février 2007.

⁴⁷ Le CNDP est des liens étroits avec un groupe dénommé Association des jeunes réfugiés congolais, entretien de Crisis Group, des organisations humanitaires, Goma, Kigali ; et « Groupe d'experts », 2005, op. cit., p. 44.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, un diplomate, Kigali, janvier 2005.

⁴⁹ Cette perception des choses résulte principalement de l'alliance des Tutsi avec le Rwanda et le RCD pendant la guerre.

contre des Tutsi, afin de provoquer une réaction importante de Kinshasa. Le fiasco qui en résulte habituellement est tout à son avantage et porte atteinte à la réputation du gouvernement. Tout en défendant la minorité tutsi au Nord Kivu, Nkunda est devenu un danger potentiel pour la sécurité de la communauté dans son ensemble.⁵⁰

2. Les violences postélectorales

Au début du mois d'août 2006, les tensions autour de Sake, sur la ligne de front entre les forces de Nkunda et l'armée nationale, ont dégénéré en affrontements qui ont fait trois morts et contraint des milliers de personnes à fuir. Le 24 novembre 2006, trois jours avant l'annonce de la victoire de Kabila, une altercation a eu lieu au niveau d'un barrage de contrôle à Sake entre un homme d'affaires tutsi, Mayogi Musafiri, et la police qui le suspectait depuis longtemps d'utiliser ses camions pour amener des armes à Nkunda. Sans qu'il ait été possible d'établir s'il s'agissait d'un piège pour provoquer une réaction de Nkunda ou d'un accident, Musafiri a été tué.⁵¹ Comme il fallait s'y attendre, sa mort a été immédiatement interprétée comme un assassinat à caractère ethnique. Nkunda a réagi le lendemain en attaquant et en prenant Sake malgré la présence de la MONUC. L'armée nationale s'est effondrée suite à des problèmes logiques et des désertions. Ignorant les avertissements de la MONUC, Nkunda s'est rapproché de Goma.

Cependant, le 26 novembre, la MONUC a lancé des hélicoptères de combat et l'infanterie contre les troupes de Nkunda, tuant entre 200 et 400 combattants.⁵² L'attaque a permis à la 14^{ème} brigade intégrée de l'armée, sous les ordres du colonel David Rugayi, de reprendre Sake, mais n'a pas mis fin à la crise. Le 5 décembre, à la veille de l'investiture de Kabila, des combats ont éclaté à Runyoni, à 50km au nord-est de Goma, obligeant une trentaine de milliers de villageois de Bunagana à fuir en Ouganda. Après une semaine d'accalmie, les combats ont repris au sud de Sake lorsque les FARDC ont vainement tenté de déloger les troupes de Nkunda de Kirosho et de Mushaki. Cette nouvelle vague de violence a ravivé l'animosité envers la

communauté tutsi et entraîné le déplacement entre novembre et janvier 2007 de plus de 100 000 personnes.⁵³

Néanmoins, en coulisse, les parties en conflit réussirent finalement à entrer en contact et à initier un processus de négociation complexe. Après plusieurs tentatives avortées, une proposition de paix, préparée par la MONUC probablement avec l'aval du gouvernement, a été présentée à Nkunda.⁵⁴ Peu de temps après, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général John Numbi, s'est rendu à Goma, officiellement pour préparer le soutien aérien aux opérations contre Nkunda. En réalité, il était l'envoyé spécial du président Kabila et avait reçu mandat de contourner le commandant de l'armée, Gabriel Amisi, et le commandant fraîchement nommé de la huitième région militaire, le général Ngizo – Kabila n'ayant confiance en aucun des deux responsables en raison de leur passé au RCD – et d'étudier la possibilité de trouver un accord avec Nkunda.

Finalement, des contacts directs furent établis et l'agenda des discussions élargi afin d'inclure non seulement la question de l'amnistie de Nkunda, mais aussi les modalités d'intégration de ses troupes dans les forces armées régulières. L'Afrique du Sud a discrètement encouragé ces pourparlers et aurait, selon certaines sources, offert à Nkunda la possibilité de partir en exil en toute sécurité et d'obtenir un poste dans son académie militaire au cas où il accepterait de quitter le Congo. Plus important encore, le Rwanda a accepté d'accueillir les pourparlers et de nommer comme médiateur le chef d'état-major de son armée, le général James Kabarebe, sous les ordres duquel Nkunda et Numbi avaient tous deux servi au sein de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), le mouvement qui a porté Laurent Kabila au pouvoir. Les deux hommes se sont retrouvés à Kigali le 31 décembre et ont conclu un accord le 4 janvier 2007.

⁵⁰ L'exacerbation du sentiment anti-tutsi et le recrutement de nombreux enfants tutsi, souvent de force, menacent la communauté locale. Les officiers de Nkunda intimident souvent les enfants qui essayent de quitter le mouvement. En juillet 2006, le capitaine Gaston, un responsable du CNDP, a tué par balle à Ngungu un employé local chargé de la protection de l'enfance alors qu'il tentait de démobiliser des enfants.

⁵¹ Musafiri était le fils d'Alexandre Mayogi, l'ancien responsable de la société civile du Nord Kivu.

⁵² De source militaire, les combats autour de Sake entre le 25 et le 28 novembre auraient fait 160 morts, www.operatio.nspaix.net/spip.php?page=chronologie&id_mot=12&date=2006-12.

⁵³ À Goma, des appels ont été lancés pour venger la mort des soldats de l'armée en s'en prenant aux Tutsi. Dans un centre de brassage près de Kisangani, des Tutsi du Sud Kivu, appelés localement Banyamulenge, ont été molestés par leurs collègues comme cela s'était déjà produit à Kitona au début de l'année 2006. Selon l'Office pour la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), les 127 000 déplacés ayant fui les combats de Sake et de ses alentours étaient rentrés chez eux en mars 2007, www.rdc-humanitaire.net/f/IMG/pdf/Displacement_of_Population_in_the_Eastern_Provinces_Jan-march03-2-2.pdf.

⁵⁴ La proposition prévoyait un cessez-le-feu immédiat, la démilitarisation d'une zone autour de Sake et la libre circulation du personnel humanitaire. Nkunda et les « représentants des 81^{ème} et 83^{ème} brigades » étaient invités à exposer leurs griefs par écrit et à les adresser à une délégation gouvernementale ainsi qu'aux représentants du haut commandement de l'armée. Le document proposait également de discuter de ces revendications lors d'une réunion prévue le 10 décembre 2006.

B. L'ACCORD DE KIGALI SUR LE MIXAGE

Dans les jours qui ont suivi la conclusion de ce « gentleman's agreement », un cessez-le-feu est entré en vigueur et a été respecté. Le processus appelé localement *mixage* a été lancé à la mi-janvier avec les éléments des 81ème et 83ème brigades de Nkunda qui ont été mixés avec ceux de l'armée nationale issus de la 110ème, la 106ème et la 1ère brigade de réserve du Nord Kivu. En moins de trois mois, cinq brigades mixées ont été formées (Alpha, Bravo, Charlie, Delta et Echo). Le 27 mars, une cérémonie a eu lieu à Kichanga, le fief de Nkunda, pour célébrer la fin du processus de mixage pour la brigade Delta. Étaient présents à cette cérémonie, Nkunda, Numbi, le gouverneur Paluku, le chef d'état-major de Nkunda, Bosco Ntaganda,⁵⁵ ainsi que des représentants de la huitième région militaire, de la MONUC et de la société civile du Nord Kivu. Nkunda déclara avoir transféré la plupart de ses troupes aux brigades mixées. Selon Numbi, le Conseil supérieur de la défense devait ensuite prochainement statuer sur l'avenir de Nkunda.⁵⁶

1. Les faiblesses politiques et structurelles

Cependant, après cette cérémonie, une virulente polémique a éclaté dans les Kivus et à Kinshasa. Les communautés locales qui avaient souffert directement des violences infligées par les hommes de Nkunda ont exprimé leur colère et leur désarroi. Dans le reste du pays, beaucoup de citoyens ordinaires à qui on avait dit pendant des années que Nkunda était l'ennemi public numéro un, une marionnette rwandaise

⁵⁵ Bosco Ntaganda est né au Rwanda (à Ruhengeri, près de Gisenyi). Au début des années 1990, il a rallié le Front Patriotique Rwandais (FPR) puis a combattu dans les rangs de l'AFDL et du RCD. Lorsque les hostilités ont éclaté entre l'Ouganda et le Rwanda à Kisangani en 1999, il a sauvé la vie de Wamba dia Wamba, le président pro-Ouganda du RCD que le Rwanda avait décidé de renverser. Wamba l'a emmené à Bunia en Ituri mais il a finalement été arrêté par l'UDPF et emprisonné en Ouganda pour les assassinats qu'il avait commis à Bunia. Mbusa Nyamwisi a finalement obtenu sa libération mais Bosco a refusé d'entrer au RCD-K/ML. Il est alors revenu en Ituri où il est devenu le chef d'état-major adjoint des Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC), l'aile militaire de l'Union des patriotes congolais (UPC), la milice dirigée par Thomas Lubanga. En décembre 2004, il a refusé sa nomination comme général dans l'armée congolaise. En mauvais termes avec ses sponsors successifs, l'Ouganda et le Rwanda pour avoir désobéi aux ordres pendant la guerre, il a rejoint Nkunda en 2005 et est maintenant son chef d'état-major. Le Conseil de sécurité l'a inscrit sur la liste des personnes et entités passibles de sanctions en vertu de la résolution 1596 (2005). Il est également susceptible de faire l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale (CPI) pour son rôle dans différents massacres et pour le recrutement d'enfants soldats en Ituri, en 2002-2003.

⁵⁶ « L. Nkunda et les officiels congolais jeudi à Kitshanga », Radio Okapi, 28 mars 2007.

et l'auteur principal des massacres à l'Est ont également regardé cet accord avec suspicion. Les lobbys des hommes d'affaires Bashi⁵⁷ et de la société civile du Sud Kivu, fortement représentés à Goma, ont dénoncé le traitement préférentiel accordé aux soldats tutsi et mis en doute les convictions nationalistes de Kabila.

Personne au gouvernement n'a eu le courage de s'opposer aux tenants d'une ligne dure nationaliste et xénophobe ou d'assumer l'accord.⁵⁸ Les discours extrémistes des hommes politiques locaux et nationaux ainsi que les articles d'indignation parus dans la presse de Kinshasa sont venus combler ce vide. On accusa le processus de *mixage* de permettre à Nkunda de se renforcer au Nord Kivu, de faciliter de nouvelles infiltrations de soldats rwandais dans le pays et de ramener les Kivus dans la sphère d'influence de Kigali. Du côté de Nkunda, les hommes d'affaires tutsi installés à Goma se sont également sentis trahis. Ils ont menacé de retirer leur financement, l'ont accusé de négocier à son profit un exil doré et l'ont averti qu'il pourrait être facilement remplacé par Ntaganda.⁵⁹

Le secret entourant l'accord, qui au départ avait constitué sa force, facilitant la mise en place d'un cessez-le-feu et l'intégration des premières brigades, devint sa faiblesse principale, notamment en l'absence de tout effort de la part du gouvernement pour clarifier son contenu exact.⁶⁰ Les deux parties n'ont jamais clairement dit ce sur quoi elles s'étaient mises d'accord à Kigali. Toutefois, cet arrangement ne semble pas avoir été autre chose qu'un accord verbal purement technique et vague, prévoyant une phase transitoire de *mixage*, mais comme l'explique le gouvernement, sans aucune disposition politique. L'accord n'apportait aucune réponse au problème des relations intercommunautaires tendues dans la province. Il ignorait également ceux liés à la présence des groupes Mayi Mayi ayant combattu pendant des années les troupes de Nkunda et à la lutte renouvelée après les élections pour le pouvoir économique entre les intérêts économiques des Nande, des Shi et des Tutsi.⁶¹

⁵⁷ Les Bashi sont l'un des plus grands groupes ethniques du Sud Kivu.

⁵⁸ La contradiction est devenue particulièrement évidente lorsque Kabila a déclaré en janvier 2007 que le mandat d'arrêt contre Nkunda courait toujours et devait être appliqué, alors qu'au même moment Numbi traitait régulièrement avec lui. Kabila aurait appelé Nkunda après sa conférence de presse pour le rassurer sur le mandat d'arrêt.

⁵⁹ Entretien de Crisis Group, un expert régional, septembre 2007.

⁶⁰ Selon certaines sources, il existe un accord écrit, mais personne n'a été en mesure d'en fournir la preuve.

⁶¹ Le déploiement des troupes de Nkunda dans les brigades mixées était susceptible dans certaines zones de déstabiliser un certain nombre de réseaux d'exportation de minerais (impliquant les FDLR, des groupes Mayi Mayi, des communautés locales

Certains observateurs ont fait valoir que l'accord avait fait l'impasse sur les questions relatives à l'avenir politique et économique de la province et n'avait pas prévu de campagne de sensibilisation pour apaiser les craintes de la population et contrecarrer la propagande des adversaires car, dès le départ, il s'agissait d'un marché de dupes, sur le modèle des accords signés avec certains chefs de guerre locaux, ces dernières années, en Ituri et au Katanga. Il se peut que Numbi ait voulu parvenir à un cessez-le-feu à tout prix et accélérer la constitution de brigades mixées tout en retardant leur déploiement et en espérant que le contrôle exercé par Nkunda sur ses anciennes troupes se diluerait rapidement. Kinshasa aurait ainsi montré au Rwanda sa volonté d'affronter les FDLR sans, dans les faits, faire de véritables concessions sur le terrain.

Nkunda pourrait avoir trouvé un intérêt à un accord vague et secret lui permettant de ne prendre aucun engagement quant à son exil.⁶² Cet accord le laissait libre de renforcer ses troupes et de conserver indéfiniment une forte capacité de contrôle sur le processus sans remettre en cause de façon fondamentale le statu quo. Il apparaît pour le moins que chacune des deux parties s'attendait à tirer profit de l'ambiguïté de l'accord, et aucune des deux n'a prêté beaucoup d'attention à la situation sur le terrain ou au contexte politique dans lesquels l'accord devait s'appliquer.

Pour avoir une chance sérieuse de réussir, l'accord aurait dû être mieux structuré. Un calendrier fixant une date officielle d'intégration complète des troupes de Nkunda dans l'armée aurait dû être arrêté. L'accord aurait dû prévoir au minimum la mise en place d'un mécanisme efficace de suivi de sa mise en œuvre, impliquant probablement la MONUC, et permettant de dissiper les rumeurs et de résoudre rapidement les problèmes qui ne manqueraient pas de se poser. Plus important encore, l'accord aurait dû être présenté comme l'une des composantes d'une initiative de paix globale pour la province visant à aborder les différents aspects de la crise, notamment la question de l'intégration des groupes Mayi Mayi, l'élimination des FDLR, le rapatriement des réfugiés, les conflits fonciers et la réconciliation intercommunautaire.

Nkunda a toujours affirmé que l'accord comportait des dispositions politiques visant à répondre aux griefs de la communauté tutsi du Congo. Dans sa lettre du 1er juin 2007 au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies (RSSG), William Swing, il a affirmé qu'il avait été décidé que : 1) après la mise en place du cessez-le-feu et la formation des brigades mixées, ces dernières s'occuperaient du problème FDLR ; 2) les réfugiés congolais

de Byumba, Kibuye, Ngarama, Nkamira et Cyangugu au Rwanda, Gatumba au Burundi et Nyakivara en Ouganda commenceraient à rentrer chez eux, et que des mesures importantes seraient prises pour faciliter leur réinstallation ; 3) les brigades mixées ne seraient complètement intégrées qu'une fois que ces conditions aient été satisfaites et que le processus d'intégration ait été amélioré 4) le gouvernement et le CNDP discuteraient directement. Toutefois, un accord centré uniquement sur les exigences d'une seule communauté n'avait que de faibles chances d'être approuvé par tous.

Les contradictions et les limites de l'accord sont devenues évidentes au cours des deux mois qui ont suivi la cérémonie de Kichanga. Numbi a quitté Goma fin mars 2007, officiellement pour des consultations à Kinshasa et pour aider à la préparation du défilé commémorant le dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de l'AFDL. Son départ, toutefois, a été interprété comme le signe qu'il cherchait à éviter d'avoir à assumer la responsabilité de ce qui pourrait arriver. L'attitude de Nkunda et le comportement du CNDP ont crédibilisé les accusations selon lesquelles il avait renforcé ses troupes et recruté massivement au Rwanda. Au lieu de se préparer à l'intégration, il donna le sentiment de chercher à consolider un petit royaume au Masisi, et la rumeur s'est répandue qu'il demanderait bientôt à participer aux administrations locale et provinciale selon des modalités comparables à celles du *mixage* militaire.⁶³ Les conseillers de Kabila ont commencé à préconiser une solution militaire au problème Nkunda. Comme l'expliquait l'un d'entre eux : « Combien de temps encore allons-nous devoir négocier ? Nous ne pouvons pas subir une rébellion après une autre ». ⁶⁴

Fin avril, les généraux Amisi et Ngizo ont suspendu la mise en place de la sixième et dernière brigade mixée (Foxtrot). Les groupes Mayi Mayi, qui s'étaient déclarés prêts à partir au brassage se sont retirés du processus, accusant Nkunda d'utiliser le *mixage* pour renforcer et financer son mouvement, étendre son contrôle sur les territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale et préparer une attaque des communautés non-tutsi sous couvert d'opérations contre les FDLR. Ces inquiétudes étaient partagées par beaucoup au sein de l'armée, notamment au sein des

et leurs représentants à Kinshasa) tout en servant probablement les intérêts de certains hommes d'affaires tutsi.

⁶² Nkunda a déclaré qu'il avait refusé l'offre de formation en Afrique du Sud, entretien de Crisis Group, Masisi, février 2007.

⁶³ Depuis la fin de 2006, Nkunda a établi des bureaux du CNDP dans une grande partie du territoire qu'il contrôle et lancé sa propre station de radio, Umoja Radio, émettant depuis Kilolirwe, à 60km à l'ouest de Goma. Il fait diffuser l'hymne du CNDP chaque matin avant le bulletin d'informations locales, nationales et mondiales en Kinyarwanda, en swahili et en français. Nkunda a également réparé des bâtiments, payé les salaires d'enseignants et acheté un générateur pour un centre médical. La MONUC dispose de films vidéo montrant des écoliers au Masisi qui chantent les louanges de Nkunda et de ses commandants. Entretien de Crisis Group, des responsables administratifs et médicaux locaux, Masisi, février 2007.

⁶⁴ Entretien de Crisis Group, un conseiller présidentiel, Kinshasa, avril 2007.

brigades mixées, qui observaient que les commandants de Nkunda continuaient à répondre à leur propre chaîne de commandement, qu'ils se réunissaient régulièrement au QG de Nkunda et qu'ils lançaient des opérations indépendamment du commandant de la huitième région militaire à Goma.⁶⁵

2. La faillite du processus

Les grandes offensives des brigades mixées contre les FDLR ont finalement précipité la faillite du processus de *mixage*.⁶⁶ Elles ont eu lieu de la mi-avril à la mi-mai le long de trois axes, sur la route Rutshuru-Nyamilima, entre Mweso et Nyanzale et dans la zone de Ngungu-Katoyi et ont impliqué les brigades Bravo, Alpha et Delta. Bien que Nkunda affirme le contraire, il ne semble pas qu'elles aient sérieusement porté atteinte aux rebelles rwandais. Les brigades mixées manquaient de soutien logistique, alors que les FDLR ont bien combattu et n'ont essuyé que peu de pertes. Les FDLR se sont temporairement repliés dans des zones plus sûres, s'enfonçant plus profondément dans le Parc de Virunga et dans le territoire de Walikale avant de revenir sur leurs positions, dès que les brigades se sont retirées.⁶⁷

Ces opérations ont cependant provoqué une autre vague de déplacements⁶⁸ ainsi que des massacres de civils dans les villages où les combats se sont déroulés. Les FDLR vivaient depuis des années dans ces zones et les assaillants, souvent conduits par des officiers tutsi, y ont utilisé des tactiques brutales de contre-insurrection. Selon la MONUC, au moins 30 civils ont été tués tandis que nombre d'entre eux étaient blessés ou violés, généralement après avoir été accusés de complicité avec les FDLR.⁶⁹

⁶⁵ Entretien de Crisis Group, des commandants des brigades mixées, Nord Kivu, juin 2007.

⁶⁶ Si des opérations d'ampleur limitée contre les FDLR avaient auparavant souvent été engagées par les brigades mixées à l'initiative des officiers de Nkunda, cette opération d'envergure avait été approuvée par le chef d'état major général à Kinshasa. Entretien de Crisis Group, des officiers de l'armée, septembre 2007.

⁶⁷ Pour une description de la situation des FDLR au Nord Kivu, voir Annexe C.

⁶⁸ Au début mai 2007, OCHA a estimé que les combats entre les brigades mixées et les FDLR avaient provoqué le déplacement de 123 000 personnes supplémentaires au Nord Kivu. Voir « Displaced mistreated in North Kivu », Agence de presse IRIN, 8 mai 2007.

⁶⁹ Avec l'armée congolaise, la MONUC a enquêté dans trois régions du territoire de Rutshuru où les brigades mixées avaient sommairement exécuté des civils. Les 9 et 10 mars 2007, à Buramba, au moins quinze civils ont été tués par des éléments de la brigade Bravo. À la mi-mai, dans la zone de Kishero et de Katwiguru, au nord de la ville de Rutshuru, entre six à dix civils ont été tués par la brigade Bravo. En septembre, dans la zone de Rubare, auparavant contrôlée par la brigade Bravo, la MONUC et l'armée congolaise ont découvert des charniers contenant en

En réponse à ces exactions, une milice anti-tutsi, la Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO), s'est constituée ce qui a créé un risque d'escalade de la violence. Cette force est composée de plusieurs groupes tribaux locaux Mayi Mayi, avec une faction hutu – dirigée par le major Mugabo et qui compte de nombreux déserteurs de chez Nkunda – qui en constitue le contingent le plus important. Le groupe de Mugabo a rapidement initié une coopération avec les FDLR contre Nkunda, dans des combats qui ont pris du coup un caractère particulièrement brutal et vindicatif. Les troupes de Nkunda ont incendié plusieurs villages autour de Ngungu et de Katoyi, contraignant encore des dizaines de milliers de civils supplémentaires à prendre la fuite.

La catastrophe humanitaire a débouché sur une crise politique. Les hommes politiques ont reproché à Kabila l'accord passé avec Nkunda. Des articles dans les journaux et sur l'Internet ont porté l'hystérie collective à son comble en évoquant des complots imaginaires visant à amener l'Est du pays sous la domination rwandaise. L'Assemblée nationale et l'assemblée provinciale du Nord Kivu ont écrit séparément à la présidence pour dénoncer le processus de mixage et demander à ce que les insurgés soient intégrés dans l'armée régulière et qu'ils soient déployés dans tout le pays dans des unités réellement mixées.⁷⁰ Lorsque le ministre de la Défense, Chikez Diemu, a pris la parole devant l'assemblée provinciale à Goma, les parlementaires l'ont surnommé le « ministre de l'insécurité ». Il a réagi en accusant publiquement la brigade Bravo et son commandant, Sultani Makenga, d'avoir infligé des souffrances aux civils.⁷¹ Le ministre de l'intérieur, Kalume, a proposé d'organiser une table ronde sur les Kivus pour promouvoir la réconciliation ethnique mais les leaders locaux ont vivement rejeté cette proposition, affirmant que le problème concernait les groupes armés et non les communautés.

Le 5 mai, Nkunda a profité d'une interview à la télévision nationale pour annoncer la fin du processus de *mixage*, motivant sa décision par le fait que le gouvernement n'avait pas été sincère dans la mise en œuvre de l'accord. Soulignant le manque de soutien logistique pendant les opérations contre les FDLR et se plaignant du refus de légaliser le CNDP, de retirer le mandat d'arrêt contre lui et de négocier le rapatriement des réfugiés, il a menacé de retirer ses troupes des brigades mixées au cas où la situation ne s'améliorerait pas. En l'absence dans l'accord de Kigali de dispositions

tout 21 cadavres. Voir « RD Congo : Civils en péril: L'armée et les forces de maintien de la paix de l'ONU doivent protéger les civils en danger au Nord Kivu », Human Rights Watch, octobre 2007.

⁷⁰ « Rapport Nord Kivu sur l'insécurité », assemblée provinciale du Nord Kivu, commission sécuritaire, mai 2007.

⁷¹ Le 21 mai 2007, Nkunda a écrit à Kabila pour se plaindre des menaces du ministre de la défense, Chikez, contre le commandant de brigade Bravo, le colonel Makenga, www.kivupeace.org/lettre_au_Pr_sident_de_la_R_publicue1.pdf.

permettant de régler ces différents problèmes, le processus de *mixage* est allé à la dérive.

Le problème Nkunda est devenu le symbole de l'impuissance du gouvernement Kabila. Cherchant un bouc émissaire, le gouvernement a alors accusé l'ex-commandant de la région militaire issu du RCD, le général Ngizo, de complicité avec Nkunda et, fin mai 2007, et a assigné ce dernier à résidence.⁷² Le général Mayala a été nommé commandant de la huitième région militaire avec pour mission d'obliger les troupes de Nkunda à intégrer les brigades via le processus classique du *brassage*.⁷³

C. UNE DANGEREUSE GUERRE DES NERFS

Au cours des trois mois qui ont suivi, les brigades mixées n'ont pas été démantelées, mais aucune mission spécifique ne leur a été donnée. Au sein de ces brigades, les relations entre les troupes de Nkunda et les soldats loyalistes se sont envenimées, entraînant toujours plus de frictions. Nkunda a publié des communiqués et donné des interviews dénonçant la collusion entre les groupes Mayi Mayi, les FDLR et l'armée nationale (par l'intermédiaire du commandant-adjoint de la huitième région militaire, Delphin Kahimbi) et annonçant l'imminence d'un génocide contre la communauté tutsi.⁷⁴ Tandis que Nkunda consolidait ses positions,⁷⁵ Kabila a expédié des tonnes d'armes et de munitions à Goma, envoyé des éléments de la garde présidentielle soutenir les petites unités déjà déployées sur place puis ordonné à la 15ème et à la 6ème brigades intégrées de quitter respectivement Kisangani et l'Ituri pour le Nord Kivu. Le 11 juin, Mayala a lancé un appel aux brigades mixées pour qu'elles aillent au *brassage*.

Le commandant second de la région militaire, Delphin Kahimbi, a continué à favoriser la désertion des soldats

hutu des rangs des forces de Nkunda afin d'isoler le noyau dur des combattants tutsi puis de les attaquer militairement.⁷⁶ Dans le cadre de cette stratégie, il a envoyé deux anciens officiers de Nkunda, les colonels Rugayi et Smith Gihanga, désormais commandants de brigades intégrées, dans des zones proches de celles contrôlées par les troupes de Nkunda afin d'encourager les désertions. Selon certaines sources, il aurait également intensifié les contacts avec la milice Mayi Mayi, et notamment avec PARECO, en vue de les entraîner dans une future offensive contre Nkunda.

Malgré une forte pression diplomatique visant à dissuader Kabila d'opter pour une solution militaire, celui-ci n'a pas cédé.⁷⁷ Le retard observé lors des déploiements au Nord Kivu ne doit rien à ces pressions, mais s'explique plutôt par des problèmes logistiques et financiers propres à l'armée.⁷⁸ Le 11 juillet, Kabila a déclaré aux ambassadeurs du P3+2⁷⁹ à Kinshasa qu'il était ouvert à l'idée de lancer une initiative de paix globale pour le Nord Kivu, laquelle pourrait comporter une table ronde à Goma, la relance de l'initiative de Sant'Egidio pour le rapatriement des FDLR et l'intensification des contacts à haut niveau avec le Rwanda. Néanmoins, il a aussi ajouté que le temps des discussions était passé et que le *brassage* était la seule option pour les hommes de Nkunda. Il a souligné que les ordres qu'il avait donné aux brigades mixées de se rendre dans des camps de *brassage* de l'armée allaient probablement attirer plus de la moitié des soldats de Nkunda, ne laissant plus qu'un noyau dur qu'il pourrait être traité militairement.⁸⁰ Kabila s'est déclaré décidé à résoudre le problème en 2007, que cela passe par l'exil, la capture ou la mort de Nkunda.⁸¹

Souhaitant manifester sa détermination à provoquer de nouvelles désertions, Kabila a attaqué fin juillet un groupe plus faible de dissidents tutsi de l'armée (Banyamulenge)

⁷² Numbi et Amisi ont été plus directement impliqués dans le processus de *mixage* que Ngizo. Toutefois, il était plus facile d'accuser Ngizo, qui n'avait pas de protection importantes dans le cercle présidentiel. Numbi est une figure importante du cercle katangais qui entoure le président; Amisi, malgré sa participation à la rébellion du RCD, a des appuis influents proches du président (notamment la mère de Kabila, maman Syfa qui comme lui, est originaire de la province du Maniema).

⁷³ Le *mixage* prévoyait une intégration militaire au niveau du bataillon avec pour objectif de former six brigades; le *brassage* a pour but de créer une armée nationale unifiée en fondant dans une même armée les membres des différentes forces armées opérant dans le pays. Le *brassage* prévoit le transfert des troupes vers d'autres provinces sans considération de leur lieu de provenance; le *mixage* permettait aux troupes de rester dans leur province d'origine.

⁷⁴ « Sonnette d'alarme », lettre ouverte au RSSG Swing, *Bwiza*, 1er juin 2007.

⁷⁵ Selon la MONUC, Nkunda a déployé des batteries antiaériennes autour de ses principaux fiefs.

⁷⁶ La stratégie consistant à faire partir les Hutu des troupes de Nkunda n'avait jamais cessé. Au cours des six premiers mois du *mixage*, environ 500 soldats de Nkunda avaient déserté. Ce dernier avait alors recruté au Rwanda pour compenser ces pertes.

⁷⁷ Entretien de Crisis Group, des responsables de la MONUC, juillet 2007. Le Conseil de sécurité est venu à Kinshasa en juin 2007, suivi en juillet par le ministre belge des Affaires étrangères, Karel de Gucht, et le commissaire de l'Union européenne, Louis Michel. Tous trois ont fait pression sur Kabila pour qu'il recherche une solution politique à la crise.

⁷⁸ Entretien de Crisis Group, des responsables de la MONUC, Goma, juillet 2007. Certaines armes envoyées de Kinshasa à Goma ont été ramenées en avion à Kisangani; de tanks et des véhicules blindés sont arrivés à Kisangani, malgré le fait que la route menant de Kisangani au Nord Kivu était impraticable.

⁷⁹ Le groupe d'ambassadeurs comprend trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, RU, France) plus la Belgique et l'Afrique du Sud.

⁸⁰ Cette position a été mise au point au cours de réunions avec les ambassadeurs à Kinshasa en mai et juillet 2007, entretiens téléphoniques de Crisis Group, des diplomates, juin et août 2007.

⁸¹ Entretien de Crisis group, des diplomates, Kinshasa, août 2007.

au Sud Kivu ayant une vague alliance avec Nkunda depuis le début de l'année 2007.⁸² Un coup fatal a été porté au processus de *mixage* le 11 août lorsque le chef d'état-major des forces terrestres, le général Amisi, a annoncé que toutes les opérations contre les FLDR devaient être suspendues, privant Nkunda de sa principale justification pour poursuivre le processus. Amisi a appelé toutes les brigades mixées impliquées dans ces opérations à intégrer immédiatement l'armée. Le 15 août, suite à des protestations internationales, le général Mayala a annoncé la poursuite des opérations contre les FDLR. Néanmoins, il a ajouté que seules des brigades intégrées, et non les brigades mixées, devaient y participer. Cet ordre était fondé sur le fait que l'implication dans ces opérations des troupes de Nkunda, majoritairement tutsi, risquait de déboucher sur des actes de violence aveugle et même sur un nouveau génocide contre la population locale hutu.

Dans ce contexte, les tentatives rares et timides pour engager à nouveau le dialogue n'ont débouché sur aucun résultat.⁸³ La MONUC, qui dispose d'une force de maintien de la paix de plus de 4 300 hommes dans la province et avait joué un rôle déterminant pour empêcher Nkunda de prendre Goma en novembre 2006, a gardé un profil bas. De la même manière qu'elle n'avait pu empêcher les affrontements de Kinshasa en mars,⁸⁴ elle n'a pas réussi à proposer une initiative de paix globale pour le Nord Kivu. Étant donné

les passions suscitées par l'affaire Nkunda, à la présidence comme sur le terrain, et les accusations réitérées de complicité avec l'insurrection de Nkunda lancées à la MONUC par les communautés locales, le RSSG Swing a eu le sentiment qu'il ne pouvait s'opposer au président Kabila en développant une alternative à son approche militaire. La MONUC a en conséquence choisi de n'avoir aucun contact avec les dissidents.

En réponse à la pression croissante de Kabila afin que la mission fournisse une aide logistique destinée à faciliter l'acheminement des renforts militaires au Nord Kivu, la MONUC a proposé de travailler sur une planification conjointe afin de rétablir la sécurité dans la province et d'étudier des mesures d'incitations et de contraintes visant à la fois à provoquer le brassage des troupes de Nkunda et traiter le problème FDLR.⁸⁵ Sur le terrain, la MONUC et son contingent indien ont relayé les appels de Mayala demandant aux troupes de Nkunda de partir au *brassage*. En même temps, la MONUC a tenté de tracer une limite quelque peu artificielle dans sa politique d'assistance, affirmant qu'elle aiderait l'armée, mais pas dans ses opérations contre Nkunda. Quand finalement les violences ont éclaté le 27 août,⁸⁶ la MONUC n'a pu qu'observer la reprise des combats et tenter d'en limiter l'impact sur les civils. Une fois de plus, des milliers d'entre eux ont dû fuir.

D. DE NOUVEAU AU BORD DU GOUFFRE

Le 28 août, un grand nombre de combattants fidèles à Nkunda ont tendu une embuscade à des éléments pro-Kinshasa de la brigade Bravo à Rubare (Rutshuru, au nord-est de Goma). Les 29 et 30 août, le conflit a connu une escalade spectaculaire avec l'attaque perpétrée par des éléments pro-Nkunda au QG de la brigade Charlie à Katala. L'offensive a échoué mais elle a sérieusement déstabilisé les éléments pro-gouvernementaux. Le 30 août, les troupes de Nkunda avaient quitté les brigades mixées et contrôlaient une grande partie des territoires de Masisi

⁸² En juin 2007, Kabila a nommé de nouveaux commandants militaires ; Masunzu est devenu le commandant-adjoint pour le Sud Kivu, avec le colonel Baudouin Nakabaka, un ancien Mayi Mayi dont l'aversion pour les dissidents, dirigés par le colonel Venant Bisogo et le major Michel Rukunda, était bien connue. La nomination de ces nouveaux commandants démontrait clairement que Kabila ne négocierait pas avec les hommes de Bisogo et de Rukunda. Les commandants ont commencé à créer un bataillon spécial composé de Banyamulenge et de Mayi Mayi qui avaient refusé d'intégrer l'armée ainsi que de nouvelles recrues. Fin juillet, le bataillon a engagé le combat contre les dissidents.

⁸³ Les membres de l'assemblée provinciale et de l'assemblée nationale ont présenté plusieurs propositions. À la mi-juin 2007, le président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, a soumis au Conseil de sécurité en mission dans la région un projet qui prévoyait le départ en exil de Nkunda et un embargo sur les exportations de minerais des régions concernées. Le gouvernement n'a pas donné suite. Il n'a jamais été précisé si la proposition émanait de Kamerhe lui-même ou de l'assemblée. Le 17 août, peu après que les parlementaires aient élaboré leur projet d'initiative de paix, une commission sénatoriale a rencontré Nkunda lors d'une mission d'enquête. L'ex-gouverneur Serufuli a fait la navette entre Goma et Kinshasa, courtisant à la fois Nkunda et Kabila, frustré d'avoir perdu ses fonctions de gouverneur, mais essayant toujours d'obtenir un poste important.

⁸⁴ Le désarmement forcé de la garde personnelle de l'ancien vice-président Jean-Pierre Bemba par Kabila a débouché à Kinshasa, les 22 et 23 mars 2007, sur de violents combats. Voir le Rapport Afrique de Crisis Group N°128, *Congo : consolider la paix*, 5 juillet 2007.

⁸⁵ Entretien de Crisis Group, des responsables de la MONUC, juillet et septembre 2007.

⁸⁶ Les circonstances exactes ayant conduit à la reprise des combats ne sont pas claires. La tension était forte au sein des brigades mixées entre les éléments favorables à Nkunda et les loyalistes. Selon la version officielle qui en a été donnée par la MONUC et par Kinshasa, tout a commencé le 27 août 2007 lorsque le véhicule du commandant de la brigade Charlie, le colonel Yav, est tombé dans une embuscade tendue par des partisans de Nkunda conduits par le général Bosco Ngatanga, à Mushaki, sur l'axe Masisi-Sake (30km à l'ouest de Goma). Selon certaines sources, les combats auraient éclaté après que des éléments Mayi Mayi ont attaqué des combattants non mixés des 811^{ème} et 812^{ème} brigades de Nkunda à Ngungu. Nkunda accuse le gouvernement d'avoir lancé une attaque musclée sur l'un de ses QG à Mushaki. Voir www.kivu.peace.org/political_stand.html national.

et de Rutshuru. Le 31 août, des partisans de Nkunda et les FDLR se sont affrontés dans la zone de Ngungu, un fief de Nkunda à 50km à l'ouest de Goma, contraignant des civils à prendre la fuite. Le 1er septembre une unité FDLR a pris le contrôle de l'axe Kinyandoni-Ishasha (à 100km au nord-est de la ville de Rutshuru), que des forces pro-Nkunda avaient abandonné lorsque la brigade mixte Bravo s'était désagrégée. Des rapports non confirmés faisant état d'une infiltration rwandaise se sont multipliés au fur et à mesure que Nkunda renforçait ses positions le long de la frontière à Runyoni et Bunagana.

Le 5 septembre, l'armée nationale a lancé une grande offensive contre Nkunda dans la zone de Shasha (au sud de Sake). Cependant, les troupes de la 15ème brigade intégrée qui avaient combattu pour prendre le contrôle de Sake, ont été rapidement mises en déroute après la contre-offensive de Nkunda le 6 septembre. Le même jour, un cessez-le-feu fragile est intervenu sous les auspices de la MONUC. Il a ramené la paix dans la ville, mais les combats se sont poursuivis dans les environs et des accrochages ont été signalés tout au long du mois de septembre, principalement dans la zone de Ruyoni (territoire de Rutshuru), de Kitchanga, Mweso-JTN et de Mgungu/Karuba (territoire de Masisi). Les deux camps ont continué de renforcer leurs positions et ont réorganisé leur système de défense.⁸⁷

Le cessez-le-feu a été définitivement rompu le 4 octobre, probablement à l'initiative de l'armée, qui a lancé des offensives dans les zones de Ngungu et de Karuba (territoire de Masisi) ainsi qu'à Rumangabo (territoire de Rutshuru). Dans le Masisi, l'armée redoutait une attaque importante sur Goma et a donc tenté de réduire la pression militaire exercée par Nkunda sur Sake. Dans le Rutshuru, elle a tenté de prendre le contrôle de l'axe Rutshuru-Goma. Elle a cherché à isoler le fief de Nkunda à Kichanga des postes frontières de Runyoni et Bunagana, à partir desquels, selon certaines sources, il recevrait une aide du Rwanda et de

⁸⁷ La MONUC a été informée qu'au mois de septembre des armes et des munitions provenant de Libye et du Soudan avaient été acheminées à Goma via Kisangani pour approvisionner l'armée. Entretien de Crisis Group, des responsables de la MONUC, Kinshasa, septembre 2007. L'armée a commencé à constituer de nouvelles unités à partir d'éléments favorables au gouvernement issus des anciennes brigades mixées. À la mi-septembre, les éléments pro-gouvernementaux des anciennes brigades mixées Delta et Echo ont été intégrés à la 116ème brigade, pour être basés sur l'axe Goma-Sake. Fin septembre, deux bataillons de la 2ème brigade intégrée stationnée dans le Grand Nord ont été envoyés dans le territoire de Rutshuru. En même temps, des renforts comprenant notamment d'anciens éléments favorables au gouvernement des brigades Bravo et Charlie ont été envoyés à Katala. D'après certains rapports, Nkunda continuerait à recruter et recevrait des munitions les postes frontières de Bunagana et Runyoni. Selon ces sources, il se serait également emparé d'armes provenant de l'armée. Entretien de Crisis Group, les FARDC et les troupes de Nkunda, septembre 2007.

l'Ouganda. Avant la suspension le 15 octobre de ses grandes opérations, l'armée a réussi à reprendre quelques positions, notamment Ngungu et Karuba. Néanmoins, ces positions n'avaient qu'une valeur stratégique limitée et ne furent prises apparemment qu'après que Nkunda ait donné l'ordre à ses troupes de se retirer de certains sites et de se regrouper sur Mushaki, où un grand nombre de personnes déplacées, essentiellement d'origine tutsi avaient trouvé refuge.⁸⁸

Jusqu'à présent, des rencontres de haut niveau entre le Congo et le Rwanda ont permis d'éviter une régionalisation de la crise. Le ministre des Affaires étrangères rwandais, Charles Murigande, s'est rendu les 3 et 4 septembre à Kinshasa où il a été reçu par Kabila. Le point de vue du Rwanda, a-t-il précisé, est que le Nord Kivu est une affaire congolaise. Les parties se sont mises d'accord surtout sur la nécessité de mettre en place un mécanisme de consultation à haut niveau (impliquant les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, les chefs d'état-major et des chefs des services de renseignements) et de réactiver un mécanisme de contrôle le long de la frontière. Du 15 au 17 septembre, une autre réunion bilatérale s'est tenue à Kampala sous l'égide de la Commission mixte tripartite plus.⁸⁹

Les ministres des Affaires étrangères ont approuvé les décisions prises en août par les chefs d'état-major pour mettre en place une Cellule de planification conjointe chargée de préparer des opérations contre les « forces négatives ». Le Rwanda et le Congo ont également décidé de normaliser leurs relations diplomatiques, notamment par l'échange d'ambassadeurs, avant le 30 septembre 2008, et de s'adresser au Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR) afin de travailler ensemble au rapatriement des réfugiés congolais au Rwanda. Fin septembre, lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, Kabila et Kagame se sont entretenus de la situation dans le Nord Kivu. Le 1er octobre, les chefs d'état-major ougandais, rwandais et congolais réunis à Lubumbashi ont renouvelé leur engagement de renforcer les mécanismes de coopération mis en place pour maintenir la pression sur les différents groupes rebelles étrangers au Congo et surveiller les frontières.

Néanmoins, la situation reste complexe, dans la mesure où le Congo et le Rwanda ont toujours des intérêts divergents au Nord Kivu. Dans sa conférence de presse du 10 septembre, Kagame a vivement critiqué la politique de Kinshasa. Tout en affirmant qu'il ne lui apportait aucune aide, Kagame a

⁸⁸ Suite à l'exacerbation des tensions à Mushaki, de nombreux déplacés ont choisi de se rendre dans d'autres fiefs de Nkunda, à Kichanga et Kilolirwe.

⁸⁹ La Commission mixte tripartite plus a été créée en 2004 à l'initiative des États-Unis. Composée de représentants de l'Ouganda, du Rwanda et du Congo, elle a pour mission de renforcer la coopération régionale en vue de rétablir la stabilité dans la région des Grands Lacs. Le Burundi a rejoint le groupe lors du sommet de Kigali des 24 et 25 août 2005.

déclaré que Nkunga avait des griefs légitimes et accusé le gouvernement congolais d'avoir saboté le mixage. Faisant clairement savoir qu'il suivait de près la situation à l'Est, il a annoncé que son gouvernement n'hésiterait pas à agir si la crise renforçait la capacité des FDLR à déstabiliser le Rwanda.⁹⁰ Le 30 septembre, le Rwanda a signalé une attaque des FDLR sur son territoire et a émis une protestation officielle contre Kinshasa, affirmant que le matériel militaire utilisé provenait de l'armée congolaise. Nkunda, de son côté, a accusé Kinshasa d'attaquer ses forces avec l'aide des FDLR et d'autres forces comme PARECO.⁹¹ L'armée congolaise, enfin, a dénoncé le recrutement par Nkunda de Rwandais s'étant infiltrés par la frontière ougandaise.⁹²

Le 12 octobre, trois jours avant l'échéance fixée par Kabila pour le désarmement des troupes de Nkunda,⁹³ une rencontre a eu lieu entre l'Ouganda et le Rwanda à Kisoro, sur leur frontière commune, pour un échange d'informations sur le Nord Kivu et sur la participation possible des ADF/NALU⁹⁴ et des FDLR dans les opérations contre Nkunda. Selon certaines sources, les deux pays se seraient mis d'accord pour étudier la possibilité d'un appui à Nkunda si l'armée congolaise continuait à coopérer avec les « forces négatives », ce qui constituerait un développement inquiétant susceptible d'accroître encore un peu plus les tensions dans la région.

À la vue du risque d'escalade régionale, de la situation humanitaire désastreuse⁹⁵ et de l'inaptitude manifeste de l'armée à lancer une offensive importante, Kabila a déclaré le 15 octobre aux ambassadeurs de P3+2 et au RSSG Swing, réunis à Goma, qu'il repousserait l'échéance de l'ultimatum d'une dizaine de jours. Le 16 octobre, le ministre de la Défense Chikez Diemu a expliqué que la pression militaire continuerait et qu'il était toujours exclus de négocier avec Nkunda⁹⁶ mais que les troupes de Nkunda auraient trois semaines supplémentaires pour aller au *brassage*. Depuis, les principaux responsables congolais se sont abstenus de fixer une nouvelle échéance pour la fin de l'ultimatum. L'armée a suspendu ses opérations offensives et le 17 octobre Kabila a appelé les groupes de Mayi Mayi de la province au désarmement et à la démobilisation. C'est assurément un pas qui va dans la bonne direction. Néanmoins, la situation reste fragile sur le terrain puisque les combats se poursuivent entre les FDLR, les groupes Mayi Mayi et les troupes de Nkunda.⁹⁷

⁹⁰ « Nous ne permettrons plus que des Tutsi soient encore tués au Congo », entretien de Crisis Group, un haut responsable rwandais, Kigali, juillet 2007.

⁹¹ L'armée a toujours démenti toute collaboration avec les éléments FDLR et signale le massacre, le 10 octobre 2007, de neuf membres de la 6^{ème} brigade par des éléments des FDLR à proximité de Kisharu, à 40km au nord de la ville de Rutshuru. Elle affirme que les FDLR agissaient avec un groupe de Mayi Mayi ayant à sa tête le colonel Kasereka, un déserteur de la 5^{ème} brigade intégrée des FARDC. Jusqu'à la reddition de Kasereka le 27 octobre (voir ci-dessous), ce groupe de Mayi Mayi, les FAPL, opéraient entre Ishasha et Nyamilima, à la frontière ougandaise, dans la partie nord du territoire de Rutshuru. Si les relations étaient tendues entre l'armée et ce groupe, la situation semble plutôt différente en ce qui concerne PARECO et les FDLR au Masisi, où le groupe rebelle a établi son QG à Katoyi, à 40km à l'ouest de Sake. PARECO et les FDLR seraient impliquées dans l'exploitation conjointe de la cassitérite et de l'or dans la forêt de Walikale. Entretien de Crisis Group, Goma, octobre 2007.

⁹² La MONUC a interviewé plusieurs ressortissants rwandais ayant été recrutés depuis la reprise des combats, à la fin août 2007, entretien téléphonique de Crisis Group, des responsables de la MONUC, Kinshasa, octobre 2007.

⁹³ Au cours de sa visite surprise à Goma du 19 au 22 septembre 2007, Kabila a donné aux troupes de Nkunda jusqu'au 15 octobre pour se désarmer et partir au *brassage*.

⁹⁴ Forces démocratiques alliées/Armée nationale pour la libération de l'Ouganda, groupe ougandais rebelle présent dans le secteur d'Ituri et dans la province du Nord Kivu.

⁹⁵ Entre la fin août et la mi-octobre 2007, les combats ont encore causé le déplacement de 163 275 personnes dans la région, portant leur nombre total depuis décembre 2006 à 375 585. « Rapport de la situation humanitaire au Nord Kivu », OCHA, 12 octobre 2007.

⁹⁶ Le 10 octobre 2007, sous la forte pression diplomatique des États-Unis et de l'Afrique du Sud, Nkunda a appelé à un cessez-le-feu et proposé d'envoyer 500 soldats au *brassage*.

⁹⁷ Des affrontements entre les troupes de Nkunda d'une part et des cadres Mayi Mayi et des FDLR d'autre part ont été signalés le 18 octobre 2007 dans la paroisse catholique de Nyakariba près de Kilolirwe (à 60km à l'ouest de Goma), le 20 octobre à Bunagana (à la frontière ougandaise) et le 26 octobre à Mweso (au nord de Kichanga).

IV. LA NECESSITE D'UNE APPROCHE POLITIQUE GLOBALE

Afin d'éviter un nouveau cycle de violences au Nord Kivu, il est essentiel d'écarter une fois pour toutes l'approche purement militaire. Le *mixage* a été un échec parce qu'il reposait sur une approche militaire à la fois ambiguë et simpliste, qui ne tenait aucunement compte de la complexité des problèmes de sécurité sur le terrain et des causes profondes de la violence intercommunautaire. S'il a abouti à un cessez-le-feu, il a aussi entraîné une radicalisation de certaines communautés vis-à-vis des Tutsi et la réactivation des groupes armés qui se multiplient dans la province. Le *mixage* a également donné à Nkunda le statut de leader de la communauté tutsi, statut qui n'aurait jamais dû lui être accordé.

L'approche militaire pure est aussi limitée et déséquilibrée que le *mixage*. La campagne préparée contre les troupes de Nkunda s'appuie sur des groupes anti-tutsi dont l'agenda extrémiste est aussi inacceptable que celui de Nkunda. Les hommes de Nkunda tout comme les FDLR et les groupes extrémistes Mayi Mayi infligent au Nord Kivu de terribles souffrances en s'opposant au rétablissement de l'autorité de l'État et à la stabilisation de la province. Pour commencer à traiter des causes profondes du conflit, il conviendrait de lancer, avec le plein soutien de la MONUC et de la communauté internationale, une initiative de paix globale centrée à la fois sur le désarmement des groupes armés congolais dans la région, le règlement du problème des FDLR et le soutien du dialogue intercommunautaire.

A. LES LIMITES D'UNE APPROCHE PUREMENT MILITAIRE

Les troupes de Nkunda répandent l'insécurité et la souffrance et doivent être neutralisées. Toutefois, elles sont loin d'être les seules sources de violence dans la province. Des groupes armés indisciplinés, des chefs de guerre Mayi Mayi et les éléments des FDLR font peser également une menace constante sur la population locale. L'approche militaire privilégiée pour s'attaquer à Nkunda est davantage basée sur le ressentiment et les passions alimentées par les conflits que sur une analyse raisonnée de la situation. Pressé par les faucons de son camp, Kabila semble chercher à se venger des humiliations infligés depuis 1998 par les Rwandais et leurs alliés tutsi congolais. Il agit comme si l'élimination de Nkunda était un moyen de racheter l'honneur bafoué des Congolais. Il est également probable que certains commandants dans la haute hiérarchie militaire souhaitent que les combats dans l'Est se prolongent pour des raisons financières. La guerre est devenue une affaire lucrative. Certains commandants détournent des fonds et reçoivent des contreparties financières dans le cadre des marchés de

fournitures ou de la part des compagnies aériennes transportant les troupes et les équipements.

Mais l'armée nationale, même si elle dépasse maintenant en nombre les troupes de Nkunda, reste néanmoins trop faible et désorganisée pour lancer des opérations efficaces, comme le montrent les difficultés qu'elle rencontre sur des théâtres d'opérations tels ceux des hauts plateaux du Sud Kivu.⁹⁸ Ses principaux problèmes sont le manque de discipline et de motivation des troupes ainsi que leurs maigres soldes. Les officiers congolais et ceux de la MONUC ne cachent pas en privé leur scepticisme quant à l'issue d'une offensive.⁹⁹ Les combats ont de fortes chances d'être peu décisifs et de n'aboutir au final, qu'à une aggravation de la situation humanitaire, déjà catastrophique, et au renforcement de la haine ethnique.

Rechercher une victoire militaire est donc un jeu risqué. Nkunda est bien armé et ses troupes sont très entraînées et motivées. Elles croient qu'elles se battent pour la survie de leur communauté. Même si elles subissent une défaite et doivent se replier dans leur fief des collines, elles sont capables de résister longtemps. Leurs tactiques de guérilla pourraient probablement leur permettre de déstabiliser l'armée qui reste insuffisamment soutenue, et de lui infliger une autre défaite cuisante. Dans ce cas, c'est la survie politique du Président Kabila qui pourrait être compromise.

C'est sans doute pourquoi, début octobre, Kabila a fait pression sur la MONUC pour qu'elle aille au-delà de sa position de neutralité bienveillante et qu'elle mène avec l'armée congolaise des opérations conjointes contre Nkunda. En cas de nouvel échec, une partie au moins de la responsabilité pourrait ainsi retomber sur la communauté internationale. En dépit des réticences de la brigade sur le terrain et du scepticisme manifesté par le Secrétariat aux opérations de maintien de la paix (DOMP) à New York, il semble que la MONUC ait hésité avant d'écarter cette option.¹⁰⁰ Des opérations conjointes auraient placé la MONUC dans une position très délicate. En premier lieu, elle se serait retrouvée à coopérer avec des groupes armés irréguliers comme la coalition des Patriotes résistants du Congo (PARECO) voire même avec des éléments des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Kigali avait fait savoir à la MONUC que même une collusion indirecte avec des rebelles rwandais serait

⁹⁸ Entretiens de Crisis Group, des hauts responsables de l'armée et de la MONUC, septembre-octobre 2007.

⁹⁹ Entretiens de Crisis Group, Kinshasa, août 2007.

¹⁰⁰ Les autres options envisagées par le DPKO telle la participation de la MONUC à des pourparlers directs avec Nkunda ou la nomination d'un représentant spécialement affecté à l'Est n'ont pas suscité un grand enthousiasme de la part du Président Kabila. Sans les rejeter, il a clairement indiqué sa préférence pour l'idée émise par l'Afrique du Sud d'offrir l'exil à Nkunda. Entretiens de Crisis Group, des diplomates, Kinshasa, octobre 2007.

considérée comme une violation claire et nette de son mandat et un acte d'hostilité susceptible de donner lieu à des représailles. En deuxième lieu, une offensive conjointe contre Nkunda aurait retardé les opérations conjointes longtempes attendues contre les FDLR dans les Kivus.

Lors de récentes réunions avec le Rwanda, le Congo a répété qu'il se préparait à mener avant la fin de l'année avec la MONUC des opérations conjointes contre les FDLR. Une planification préparatoire des opérations conjointes contre les FDLR a aussi commencé dans le cadre de l'accord de la Tripartite Plus avec le Rwanda et l'Ouganda, suite à la création à Kisangani d'une cellule conjointe de planification. L'accumulation de plans d'opérations militaires sans objectifs politiques précis ne mettra pas un terme à la crise.

B. RAMENER LA PAIX AU NORD KIVU

Afin de rétablir l'autorité de l'État dans la province, le gouvernement doit agir simultanément sur deux fronts : désamorcer la crise et renforcer la sécurité tout en se préparant, enfin, à traiter des causes profondes du conflit. Nkunda n'a jamais été et ne peut pas être l'interlocuteur d'une négociation politique directe sur le règlement du conflit. La communauté tutsi n'est unie derrière lui que dans la mesure où ses forces militaires servent les intérêts des hommes d'affaires tutsi et où la communauté se sent menacée et victime de discrimination.

1. Désamorcer la crise et renforcer la sécurité

Kabila devrait tirer profit de la décision qu'il a prise de suspendre l'ultimatum du 15 octobre et l'offensive militaire. Il devrait continuer à renforcer ses troupes au Nord Kivu avec le soutien logistique de la MONUC de manière à consolider ses positions et à améliorer la sécurité dans la province. Le facteur clé pour permettre de désamorcer la crise repose dans la crédibilité et la capacité du gouvernement à assurer la sécurité de toutes les communautés. Si les communautés tutsi ont fourni des armes et soutenu l'insurrection de Nkunda, c'est qu'elles craignaient des attaques des FDLR, des embuscades Mayi Mayi et des éléments indisciplinés de l'armée nationale. D'autres communautés apportent leur soutien à d'autres groupes armés par peur des représailles de Nkunda et du fait de la politique de la terre brûlée menée contre les populations civiles. La MONUC et l'armée doivent montrer qu'ils peuvent s'interposer en tant que force neutre pour assurer la sécurité de l'ensemble de la population.

Le renforcement actuel de l'armée donne l'occasion de mettre fin une fois pour toute à l'insécurité dans le Nord Kivu. Pour la première fois, l'armée devrait avoir les moyens de faire face aux différents facteurs d'insécurité. L'assise de Nkunda est solide sur le plan militaire mais Nkunda est isolé sur le plan politique et n'a a priori aucun

avenir, sauf si le conflit s'aggrave et des crimes de masse sont perpétrés contre des civils tutsi.

Le gouvernement ne devrait pas attaquer les troupes de Nkunda mais plutôt les contenir et contrôler leurs mouvements. En tirant parti de la résolution affichée par Nkunda d'envoyer 500 combattants dans le centre de transit de Kilolirwe, il devrait nommer un officier supérieur à la tête d'une task force spéciale comprenant des officiers de la Structure militaire d'intégration (SMI) et du Programme national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (PNDDR) ainsi que des observateurs militaires de la MONUC. Cette task force aurait pour mission non pas d'entamer des négociations politiques mais de discuter avec des représentants de Nkunda des modalités de cantonnement de ses troupes sur des sites prévus à cet effet dans les territoires de Masisi et de Rutshuru sous la supervision de la MONUC.

Parallèlement, le Rwanda et le Burundi devraient interdire les organisations qui, ces dernières années, ont aidé Nkunda à recruter des combattants dans des camps de réfugiés. De concert avec l'Ouganda, ils devraient empêcher le franchissement des frontières de tous ceux qui peuvent être suspectés de lui apporter un soutien.¹⁰¹ Une fois l'insurrection maîtrisée et endiguée, il appartiendra à l'armée d'assurer la sécurité des communautés tutsi.

Il serait essentiel d'aider les soldats de base à comprendre leur rôle et leurs responsabilités à l'égard de toutes les communautés de manière à éviter qu'ils ne se fassent les instruments d'une campagne de représailles. Des brigades neutres intégrées – dont les chefs n'ont aucune affinité passée avec des seigneurs de guerre locaux – devraient être déployées dans les principales zones d'où se seront retirés les insurgés. Ils devraient être accompagnés d'instructeurs militaires et de responsables des droits de l'homme de la MONUC de façon à faciliter le bon déroulement de ces opérations et à prévenir d'éventuels abus. En même temps, le haut commandement devrait donner des ordres clairs au chef de la huitième région militaire pour qu'il s'acquitte de son obligation de poursuivre et de punir toutes les exactions commises par ses troupes, en mutant tous ceux, y compris

¹⁰¹ Il est peu probable que Nkunda ait pu recruter au Rwanda sans que le gouvernement rwandais en ait eu connaissance. Les responsables locaux et les services de sécurité gèrent les camps de réfugiés où le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) a recruté pendant de nombreuses années. L'UNHCR ainsi que le Rapporteur spécial sur les droits des enfants dans les conflits armés ont déposé des plaintes à ce sujet. Même en dehors des camps, un recrutement d'une telle ampleur est difficile à mener sans la complicité du gouvernement. Certains déserteurs des troupes de Nkunda disent avoir été recrutés en présence de responsables de la sécurité et être passés par le camp de transit gouvernemental de Nkamira à Gisenyi avant d'être transférés au Congo. Entretiens de Crisis Group, des déserteurs rwandais de Nkunda et des responsables de la MONUC, Goma, juillet 2007.

les hauts responsables, suspectés de collaboration active avec les FDLR.

La MONUC et l'armée nationale devraient ensuite engager une campagne agressive d'endiguement et de désarmement des FDLR, des éléments Mayi Mayi incontrôlés et des autres milices d'autodéfense sévissant dans les territoires de Masisi et de Rutshuru. Depuis l'appel lancé par le président Kabila le 17 octobre pour que tous les groupes armés de la province déposent les armes, quelques résultats positifs ont été observés. Le 27 octobre, le Colonel Kasereka et 30 combattants du mouvement Mayi Mayi des Forces armées populaires de libération (FAPL) se sont rendus à l'armée et à la MONUC.¹⁰² En même temps, 300 combattants du groupe Mayi Mayi de Jackson se sont présentés au centre de *brassage* de Nyaleke (territoire de Beni). Toutefois, plusieurs groupes Mayi Mayi continuent d'opérer dans la province, y maintenant l'insécurité, particulièrement dans le sud du territoire de Lubero.

Kabila devrait faire pression de toute urgence sur la coalition PARECO dans le territoire de Masisi afin qu'elle cesse toute coopération avec les FDLR et aille au *brassage*. Au moyen d'opérations visant à contrôler le territoire et les mouvements des combattants sur des axes clés pour le trafic de minerais – notamment ceux utilisés par les FDLR et par d'autres factions – l'armée devrait créer des zones sans arme tout en assurant la sécurité des personnes déplacées lorsqu'elles rentrent chez elles.

En ce qui concerne les FDLR, le gouvernement, la MONUC et le Rwanda devraient aussi s'accorder sur un plan d'action pour amener les soldats de base à accepter le désarmement et le rapatriement et capturer les génocidaires déjà identifiés. L'initiative doit venir à la fois de Kigali et de Kinshasa. Le plan doit aussi prévoir des dispositions permettant aux nombreux combattants qui cohabitent désormais avec la population locale dans des zones du Nord Kivu d'être démobilisés et de se réinstaller dans l'ouest et le centre du Congo, loin des frontières avec le Rwanda et l'Ouganda. De nombreux soldats des FDLR ont indiqué qu'ils avaient peu de famille ou de biens au Rwanda et qu'ils préféraient rester au Congo en tant que civils.

Le gouvernement congolais devrait demander aux bailleurs de fonds d'aider à la réinstallation de ces combattants et celle de leurs familles. En même temps, le Rwanda doit clairement identifier les individus passibles de poursuites et indiquer ce que le rapatriement impliquera pour les autres.¹⁰³ Alors que

¹⁰² Le 20 octobre, Kabila a fixé à Kasereka un ultimatum de 48 heures pour se rendre et donné l'ordre à l'armée d'attaquer les FAPL si l'ultimatum n'était pas respecté.

¹⁰³ Le Rwanda a confirmé qu'aucun membre des FDLR de moins de 14 ans au moment du génocide (qui aurait maintenant 27 ans) ne pouvait être poursuivi, ce qui représente probablement au moins la moitié de leurs membres.

les hauts gradés soupçonnés d'avoir participé au génocide¹⁰⁴ devraient être la cible d'opérations conjointes de l'armée et de la MONUC soutenues par le Rwanda, Kigali doit rendre la liste des génocidaires publique afin qu'on ne puisse plus le suspecter de chercher à manipuler cette question.¹⁰⁵

2. Traiter des causes profondes à l'origine du conflit

En parallèle à l'amélioration de l'environnement sécuritaire sur le terrain, il est essentiel de traiter du profond ressentiment et de la rivalité qui règnent dans les communautés du Nord Kivu ainsi que du problème crucial de l'accès équitable aux ressources naturelles et aux opportunités économiques de la province.

Pas de réconciliation sans justice

Afin de consolider la paix au Congo et surtout au Nord Kivu, il est temps de tourner la page de la culture de l'impunité qui prévaut depuis si longtemps. Les atrocités commises par les groupes armés sont telles qu'aucun de leurs chefs, à commencer par Nkunda, ne peuvent échapper à des poursuites judiciaires. Toutefois, pour qu'elles puissent calmer les tensions, ces procédures doivent être équilibrées et impartiales et ne doivent pas être perçues par les populations comme une justice de vainqueur ou à des règlements de comptes. Les tribunaux congolais n'ont pas les capacités, la crédibilité et la neutralité politique nécessaires pour juger des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis au Nord Kivu depuis 1993. Il convient d'adopter une approche consolidée associant des mécanismes judiciaires de niveau international au processus juridique national.

Les bailleurs de fonds devraient soutenir financièrement l'initiative conjointe du gouvernement et du bureau du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (UNCHR) ayant pour but de recenser les crimes de masse commis au Congo depuis 1993. Cette initiative servirait de base à des recommandations pour la préparation d'une loi portant sur la création de mécanismes de justice transitionnelle comme une commission vérité et réconciliation¹⁰⁶ crédible

¹⁰⁴ Le général commandant des forces armées Sylvestre Mudacumura, un des chefs de la garde présidentielle d'Habyarimana, le Général Michel Rumuli, second vice-président des FDLR, son adjoint le Colonel Nizeyimana Idelphonse et Callixte Nzabonimana.

¹⁰⁵ Un document de ce type, publié en 2006, dressait la liste de 93 génocidaires présumés vivant en dehors du Rwanda. Sur cette liste, seuls onze d'entre eux résidaient au Congo. « Liste des personnes suspectées d'avoir participé au génocide de 1994 au Rwanda et se trouvant à l'étranger », bureau du procureur général du Rwanda, www.parquetgeneral.gov.rw/gb/Publication/presgene.htm

¹⁰⁶ Le « Baraza intercommunautaire », un forum de communautés locales créé dans les années 1990 pour prévenir et résoudre les conflits, a été politisé et n'est pas de taille à faire face aux principaux acteurs politiques de la province, qui n'ont pas

ou une commission de probation. La commission de probation permettrait d'écarter progressivement de la police, des forces armées et des services de renseignements les auteurs des violations les plus graves des droits de l'homme.

Parallèlement, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) devrait enquêter sur toutes les exactions commises dans les Kivus depuis le début de la période de transition (juin 2003) et inculper les principaux responsables.¹⁰⁷ Les chefs Mayi Mayi et des FDLR coupables de crimes de masse perpétrés pendant la même période devraient être poursuivis de la même manière par la CPI. Le gouvernement devrait continuer à coopérer avec la CPI notamment en communiquant tout élément en sa possession prouvant que Nkunda ou d'autres responsables ont commis des actes d'atrocité.¹⁰⁸

Redistribution des terres, administration provinciale et réinstallation des personnes déplacées et des réfugiés

Le retour au Nord Kivu d'environ 45 000 réfugiés tutsi du Rwanda est probablement l'un des problèmes les plus épineux mais aussi les plus importants si l'on veut régler le conflit. Ces réfugiés sont devenus le symbole et la cible des tensions intercommunautaires. Pour Nkunda et ses alliés, leur situation est la preuve même de l'existence des discriminations qu'il prétend combattre. Ces réfugiés sont obligés de vivre dans des camps, ne peuvent rentrer chez eux, ils réclament que leur terre leur soit restituée et se sont vus refuser tout droit civique pendant les élections. Par la partie adverse, leur retour serait perçu comme une ultime trahison, puisque leur réinstallation signifierait la consolidation de la présence tutsi dans le territoire de Masisi, sur des terres revendiquées par les populations Hunde et Nyanga, qui en ont été dépossédées par des vagues successives d'immigrants arrivées pendant la colonisation et après l'indépendance.

Le problème de la réinstallation des réfugiés dans le territoire de Masisi a été aggravé par la manipulation politique de la question et les redistributions de terres organisées sous la présidence de Mobutu. Après l'indépendance, certains membres de l'élite tutsi ayant leurs entrées à la présidence ont usé de leur influence pour acquérir illégalement les ranches et des grandes propriétés datant de la colonisation

manifesté d'une grande volonté de discuter ouvertement des violences ethniques commises dans le passé.

¹⁰⁷ En mars 2004, le Congo a référé à la CPI tous les crimes relevant de sa compétence commis sur son territoire depuis le 1er juillet 2002 (voir www.icc-cpi.int/library/cases/ICC-01-04-01-06-10_English.pdf).

¹⁰⁸ Le 18 octobre 2007, les autorités congolaises ont transféré à la Haye Germain Katanga, ex-commandant en chef de la Force de Résistance Patriotique en Ituri (FRPI) afin qu'il réponde des accusations portées contre lui quant à son implication dans les crimes commis en 2003 dans le village de Bogoro. Katanga était détenu à Kinshasa depuis son arrestation par les autorités congolaises en mars 2005. La CPI avait délivré le 2 juillet 2007 un mandat d'arrêt contre lui.

belge. Ils ont presque tout perdu au début des années 1990 avec l'afflux de millions de réfugiés des suites du génocide rwandais puis l'effondrement de l'autorité de l'État. Pendant la guerre, les terres ont été saisies par les chefs du RCD, parfois avec l'aide d'officiers rwandais.

La question du retour des réfugiés dans le territoire de Masisi doit être liée à celle de la récupération par le gouvernement de ces biens et la mise en œuvre d'une politique de redistribution équitable des terres. Cette redistribution devra avoir lieu au bénéfice de toutes les communautés qui en sont dépourvues, et non seulement au profit des seuls réfugiés tutsi. Il est temps de mettre fin aux injustices commises également envers les communautés Hunde et Nyanga, qui ont été chassées du territoire de Masisi depuis des décennies. Le gouvernement devrait négocier avec l'UNHCR et le Rwanda les modalités d'un retour méthodique et bien organisé des réfugiés qui comprendrait notamment une vérification sérieuse et concertée pour chaque individu de la nationalité qui leur est attribuable en application de la nouvelle législation.

Tous les titres de propriété accordés depuis l'indépendance portant sur les grandes propriétés et les ranches situés dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale devraient être annulés. Une commission régionale d'attribution et de redistribution devrait être créée. Cette commission serait chargée de délimiter ces domaines et d'attribuer des terres aux familles Hunde, Nyanga, Tutsi et Hutu, soit sur une base individuelle soit sous la forme de coopératives dont ces familles recevraient des parts. En fonction de la nature de l'exploitation (élevage ou cultures), la commission déciderait s'il convient plutôt d'affecter la terre à l'exploitation familiale ou à l'exploitation collective, dans un souci de satisfaire à la fois l'exigence d'équité et de productivité.

Les questions du retour et de la réinstallation et celle de la redistribution des terres sont tous les deux des processus hautement prioritaires que les bailleurs de fonds devraient soutenir par le biais de leur assistance technique et financière. Des progrès doivent pouvoir être faits bien avant les élections locales, qui pourraient avoir lieu dès 2008, de manière à ce que toutes les communautés minoritaires du Nord Kivu puissent se réinstaller et soient représentées équitablement dans les institutions provinciales.

Parallèlement, il conviendrait de faire des progrès en matière de normalisation des relations intercommunautaires qui restent encore marquées aujourd'hui par la peur et le ressentiment. Tout en menant une campagne de sensibilisation proactive pour le retour des réfugiés, les autorités provinciales et les représentants nationaux du Nord Kivu devraient assumer leur responsabilité en matière de stabilité de la province et s'accorder sur les modalités du partage des postes dans l'administration, la mise en place d'opérations de désarmement consensuelle pour toutes les communautés

et l'adoption par les partis politiques d'un code de bonne conduite afin de mettre fin à toute incitation à la haine ethnique.

Un accès équitable aux ressources économiques

Au fil des ans, de nombreux réseaux semi-mafieux ont émergé au Nord Kivu, nombre d'entre eux avec la protection de milices ou de l'armée nationale. Nkunda, les FDLR, les groupes Nande Mayi Mayi et l'armée sont tous impliqués dans le trafic de minerais, souvent avec la complicité d'hommes politiques locaux ou nationaux. Selon des sources de Goma, certaines entreprises seraient les paravents pour des sociétés rwandaises. Selon les Nations unies, 70 pour cent de la cassitérite sort illégalement de Goma et n'apparaît jamais dans les statistiques officielles. Depuis que Kinshasa a déployé sa garde présidentielle à la frontière, une partie de la contrebande s'est déplacée vers le point de passage de Bunagana, qui est mieux contrôlé par Nkunda.¹⁰⁹ Les propriétaires de stations d'essence proches de Nkunda contrôlent selon des observateurs le petit mais lucratif marché de distribution de l'essence dans les territoires de Masisi et de Rutshuru.¹¹⁰

Mettre un terme à ces trafics et réguler de façon équitable les activités économiques est essentiel pour une stabilisation durable de la province. Les hommes d'affaires, qu'ils soient Nande, Shi ou Tutsi, ne doivent pas continuer à s'enrichir grâce à l'évasion fiscale et la contrebande avec le Rwanda et l'Ouganda. Les gouvernements, au niveau tant provincial que national, doivent travailler avec les bailleurs de fonds pour renforcer les contrôles aux frontières, augmenter les recettes fiscales et lutter contre la contrebande. Une aide technique est aussi requise pour réformer et dépolitiser les modalités d'attribution des licences commerciales. Il est surtout essentiel que l'exploitation des mines soit étroitement surveillée et réglementée par les organismes publics concernés de manière à assurer aux ouvriers des moyens d'existence décentes et des conditions de travail humaines. La révision des contrats miniers accordés pendant la guerre, qui a commencé pour le Katanga et les deux Kasai, devrait être étendue aux Kivus. L'aide technique des bailleurs de fonds peut grandement contribuer au développement de capacités au sein des organismes publics locaux et nationaux responsables de ce secteur.

De même, des consultations devraient être engagées par les autorités provinciales avec tous les membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) afin d'examiner les meilleurs moyens d'ouvrir et de réguler l'activité économique dans la province. Tous les hommes d'affaires des différentes communautés, qu'ils soient Tutsi, Nande, Shi ou autres, doivent être en mesure de partir librement et

loyalement à la conquête de marchés et d'investir dans des activités minières sans interférence politique ou le recours à la protection de groupes armés. Parallèlement, une commission économique tripartite devrait être constituée pour examiner et évaluer les profits tirés des échanges commerciaux transfrontaliers avec le Rwanda et l'Ouganda et faciliter les investissements, le commerce et la régulation des relations économiques entre les Kivus et leurs voisins.

¹⁰⁹ Entretien téléphonique de Crisis Group, un homme d'affaires de Goma, août 2007.

¹¹⁰ Entretien de Crisis Group, Goma, juillet 2007.

V. CONCLUSION

Depuis le début du conflit il y a plus de quinze ans, le Nord Kivu a été l'épicentre de la violence au Congo. Le rétablissement de la paix dans la province a été systématiquement différé au nom de la consolidation du processus de transition. La province devrait à présent recevoir toute l'attention du gouvernement ainsi que le soutien des pays voisins et de la communauté internationale.

Les efforts pour rétablir la paix au Nord Kivu ont été trop timides, partiels et dispersés. Ils n'ont pas pris en compte la complexité de la situation politique. La stratégie de confinement adoptée pendant la période de transition pour répondre à la menace de Nkunda a échoué après les élections. Elle a fait place à un accord de sécurité ambigu, le mixage

qui s'est avéré impossible à mettre en œuvre sur le terrain. Il n'a pas pris en compte la complexité de la situation sécuritaire et les causes profondes des violences perpétrées dans la province, parmi lesquelles l'absence de justice transitionnelle, de réconciliation des communautés et de gouvernance économique.

Il est temps désormais de changer d'approche, de mettre enfin un terme au conflit au Congo et de faire un pas décisif pour le retour de la stabilité dans la région. Ne pas s'y atteler reviendrait non seulement à prolonger les souffrances immenses de centaines de milliers de civils mais aussi à faire échouer l'un des processus de paix pour lequel la communauté internationale s'est le plus fortement engagé. Or il ne peut y avoir la paix au Congo sans la paix au Nord Kivu.

Nairobi/Bruxelles, le 31 octobre 2007

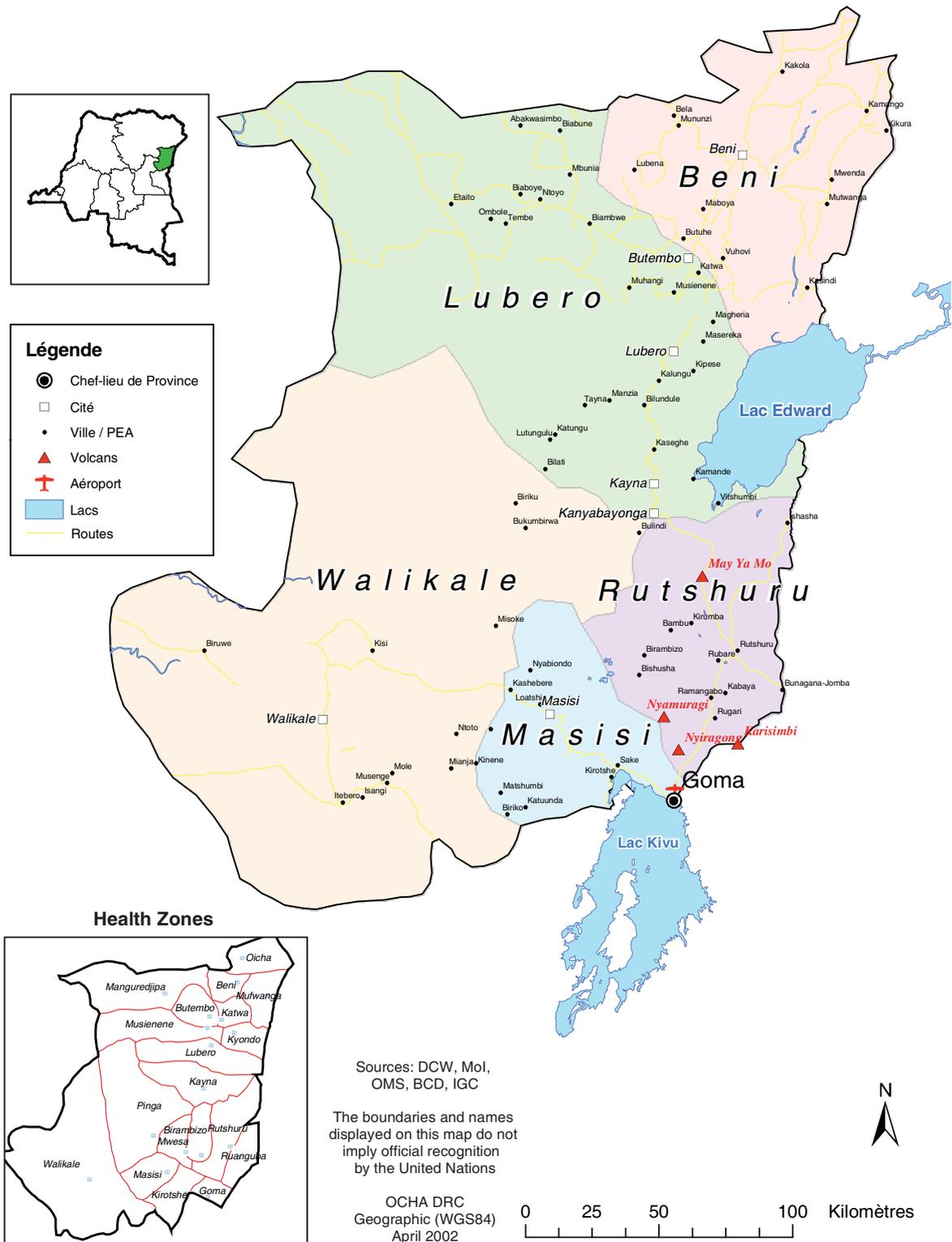
ANNEXE A

CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



ANNEXE B

CARTE DU NORD KIVU



ANNEXE C

UNE HISTOIRE DE LA VIOLENCE AU NORD KIVU

Les cinq principaux groupes ethniques qui peuplent le Nord Kivu, une province riche de quelque 4 millions d'habitants, sont les Nande, les Banyarwanda (Hutu et Tutsi), les Nyanga, les Hunde et les Tembo.¹¹¹ Les violences qui y sont perpétrées à un niveau local trouvent leur origine dans un ressentiment intercommunautaire. Elles sont alimentées par la concurrence pour la possession des terres et pour le pouvoir économique/politique. Elles ont été exacerbées par une immigration massive de Rwandais (Banyarwanda), des années de manipulations politiques et de mauvaise gouvernance par Kinshasa ainsi que par les suites du génocide au Rwanda.

Les immigrants rwandais sont arrivés en trois vagues principales. À la recherche de nouvelles terres, des migrants principalement d'origine hutu, se sont établis dans le territoire de Rutshuru (région de Bwisha) dès la fin du 18ème siècle.¹¹² Au début du 20ème siècle, d'autres Rwandais se sont fixés dans le territoire de Masisi, sur les hauts plateaux du Kivu, fuyant la pénurie de terres et la famine.¹¹³ Le gouvernement colonial belge, cherchant une main d'œuvre docile au Congo, a encouragé cette immigration, dont il a confié l'organisation à la Mission d'immigration des Banyarwanda (MIB). Au début des années 1960, une autre vague importante d'immigrants est arrivée suite aux violences postindépendances que connaissait le Rwanda. A cette occasion immigrèrent de nombreux tutsi aisés et instruits, qui devaient par la suite former une partie importante de l'élite de Goma. En 1970, 335 000 immigrants rwandais vivaient au Congo, principalement dans le territoire de Masisi, où ils représentaient plus de 70 pour cent de la population.¹¹⁴

Cet afflux massif d'immigrés a provoqué de vives tensions. Dans les territoires de Masisi et Rutshuru, les immigrants dépassaient en nombre les communautés Hunde et Nande, qui se considéraient comme les véritables enfants de la province et les propriétaires légitimes des terres. Peu après l'indépendance, en 1960, des combats d'une grande ampleur,

qui ont pris le nom de guerre « Kanyarwanda »,¹¹⁵ ont éclaté dans ces territoires. L'accès des immigrants aux terres et leur représentation dans les administrations locales en étaient l'enjeu.¹¹⁶ Les troubles des premières années après l'indépendance, et notamment le développement de mouvements de troupes Mayi Mayi-Simba, ont entraîné des violences dont les Banyarwanda étaient souvent la cible.

Après la consolidation du régime de Mobutu à Kinshasa en 1965, la situation des immigrants s'est améliorée de façon spectaculaire. Comme il était à la recherche d'une population locale marginalisée facile à manipuler afin d'asseoir son pouvoir dans la région,¹¹⁷ Mobutu a noué une alliance avec les Banyarwanda. Il a consolidé cette alliance en 1972 par une loi qui accordait la pleine citoyenneté à tous les Rwandais et les Burundais qui résidaient dans le pays depuis 1960. Lorsqu'en 1973-1974 il a nationalisé les industries et les plantations des étrangers au Congo, il a donné plusieurs des propriétés belges dans le Masisi et l'ouest du Rutshuru à des responsables Banyarwanda. À la fin des années 1970, les chefs Hunde avaient perdu leur pouvoir sur une grande partie des terres des territoires du Masisi et de Walikale qu'ils contrôlaient jusqu'alors. À Goma, les Banyarwanda, surtout ceux d'origine tutsi, avaient pris le contrôle de la plupart des principales activités économiques.¹¹⁸ Dans le territoire du Rutshuru et dans le

¹¹¹ Environ la moitié de la population est Nande, 30 pour cent Hutu et 20 pour cent Hunde, Nyanga et Tutsi. Les Kano, les Tutsi, les Kumu, les Tembo et les Mbuti (pygmés) ne constituent que de petites minorités.

¹¹² Rapport de Crisis Group, *Les Kivus*, op. cit.

¹¹³ Jean-Claude Willame, *Banyamulenge et Banyarwanda* (Paris, 1997).

¹¹⁴ Paul Mathieu et Mafiriki Tsongo, « Enjeux fonciers, déplacement de populations et escalades conflictuelles (1930-1995) », dans P. Mathieu et J.C Willame (eds), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des grands lacs* (Paris, 1999), pp. 20-25.

¹¹⁵ La guerre « Kanyarwanda » s'est déroulée de 1963 à 1965. Elle a éclaté après le ralliement du ministre de l'Agriculture, Denis Paluku, à une coalition de Nande, de Hunde, de Nyanga et de Banyarwanda hutu de Rutshuru qui réclamait l'autonomie du Nord Kivu. À cette époque, le Nord Kivu faisait partie d'une province du Kivu plus étendue qui comprenait l'actuel Sud Kivu et le Maniema. Le projet d'autonomie a été refusé par la plupart des Tutsi et des Hutu du Masisi, alors soutenus par le président hutu du Rwanda, Kayibanda.

¹¹⁶ Du temps de la colonisation belge, les communautés d'immigrants étaient administrées en unités distinctes (les « Gishare ») où des chefs tutsi régnaient sur les Hutu. Après l'indépendance, ces unités ont été incorporés dans des entités collectives coutumières Hunde et Nande. De nombreux chefs Banyarwanda, considérés comme des Rwandais et non des Congolais, ont été remplacés par des Nande et des Hunde.

¹¹⁷ De 1969 à 1977, Barthelemy Bisengimana, un immigré rwandais devenu l'influent directeur de cabinet de Mobutu, a joué un rôle important dans le renforcement de cette alliance. Les liens que Mobutu entretenait avec le président du Rwanda Habyarimana servaient également à promouvoir les intérêts des immigrants rwandais du Nord Kivu en échange de leur loyauté.

¹¹⁸ Sur le seul territoire de Masisi, 90 pour cent des titres des propriétés foncières libérées furent récupérés par des Banyarwanda.

sud du Lubero, ils s'étaient vu attribuer de grandes exploitations et des concessions au détriment des Nande.

Contrairement aux autres groupes ethniques de la province, toutefois, les Nande étaient en meilleure position pour résister. Mobutu avait donné des postes importants à certains d'entre eux, parmi lesquels Pierre Pay Pay,¹¹⁹ qui veillait à ce que leur communauté acquière la plus grande partie des terres récemment nationalisées dans « leurs » territoires de Beni et de Lubero.¹²⁰ Les Nande ont aussi bénéficié de la hausse des cours du café dans les années 1970 et se sont montrés particulièrement habiles pour tirer profit du commerce transfrontalier lucratif qui s'est développé avec « l'informalisation »¹²¹ de l'économie du pays. Sur les structures en décomposition de l'État, ils ont développé un réseau commercial puissant et étendu, notamment en Asie, et ont renforcé leur position de principaux concurrents économiques et politiques des Banyarwanda dans la région.¹²²

En dépit de leur influence à Kinshasa et dans la province, les Banyarwanda sont restés dans une situation fragile en l'absence de régime démocratique et d'État de droit. En 1983, après plusieurs années de controverses et sous la pression toujours plus forte de communautés jalouses de leur influence et continuant à les percevoir comme des étrangers, Mobutu a révoqué la loi sur la nationalité, décrétant que la citoyenneté congolaise ne pouvait être obtenue que sur demande personnelle et n'était accessible qu'à ceux qui pouvaient faire remonter leur ascendance congolaise à 1885.¹²³ Cette décision est venue rappeler à « l'immigré » banyarwanda combien sa position restait fragile dans la société congolaise. La décision de Mobutu n'a pas seulement privé la plupart d'entre eux de leur nationalité mais les a aussi largement dépossédés de leurs biens.¹²⁴

¹¹⁹ Sous le régime de Mobutu, Pay Pay a occupé plusieurs postes clés, notamment ceux de directeur général de Gécamines et de gouverneur de la Banque centrale.

¹²⁰ M. Vwakyanakazi, « African Traders in Butembo, Eastern Zaire (1960-1980): A Case Study of Informal Entrepreneurship in a Cultural Context of Central Africa », thèse de doctorat, Université du Wisconsin-Madison, 1982.

¹²¹ La crise de l'État zaïrois a vu un nombre croissant d'activités économiques échapper au contrôle des agences gouvernementales, un processus qui est souvent appelé « informalisation ».

¹²² Timothy Raeymaekers, « Power of Protection », thèse de doctorat, Université de Gand, 2006-2007, p. 100.

¹²³ Voir la loi n°81-82 du 29 juin 1981 et le décret du 15 mai 1982 rendant les cartes d'identité délivrées après 1972 nulles et non avenues. En 1983, un autre décret disposait que les détenteurs des cartes délivrées après 1972 devaient demander la naturalisation individuellement à la condition qu'ils répondent aux critères de la loi de 1981. C'est à cette époque que Nkunda et bon nombre de ses officiers ont rejoint le FPR.

¹²⁴ Aucune mesure n'a été prise pour appliquer la loi avant 1989, année où le gouvernement a commencé à identifier les électeurs.

Cette décision a été le signal d'un nouveau regain des tensions et de dissensions intercommunautaires entre les Banyarwanda eux-mêmes.¹²⁵ Après 1987 et la création d'une province du Nord Kivu, la lutte pour le pouvoir régional s'est intensifiée, surtout entre les Nande et les Banyarwanda.¹²⁶ Avec le début du processus de démocratisation en 1990, les partis politiques se sont multipliés et ils ont utilisé l'ethnicité pour mobiliser leurs partisans, souvent en mettant en place des milices ethniques locales. Plus grave encore, ces rivalités politiques se sont développées alors que débutait la guerre civile au Rwanda. Les idéologues du Hutu Power et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont recruté dans le Nord Kivu ce qui encore renforcé l'idée que les Banyarwanda n'étaient pas de véritables Congolais.

Au niveau national, les hommes politiques Nande et Hunde ont fait campagne ensemble pour faire en sorte que les Banyarwanda soient exclus de la conférence nationale souveraine, un conclave de partis politiques et de groupes de la société civile qui s'est réuni en 1991 pour rédiger une nouvelle constitution et élire un Premier ministre. Au niveau local, les chefs coutumiers Hunde et Nyanga ont commencé à attaquer les membres de la Mutuelle des agriculteurs de Virunga (MAGRIVI), une coopérative de développement devenue ultérieurement une milice hutu. Lorsque Mobutu a renversé ses alliances, l'administration provinciale est tombée aux mains des Nande,¹²⁷ qui ont utilisé leur nouvelle influence pour couvrir ces actes et affaiblir le pouvoir économique de leurs principaux concurrents commerciaux à Goma.

En mars 1993, la violence intercommunautaire a culminé lorsque le gouverneur Nande, Jean Pierre Kalumbo Mbogho, a demandé aux forces de sécurité de l'État et à la milice de jeunes « Ngilima » de la DCF/N¹²⁸ de soutenir les milices locales dans leurs efforts pour « exclure et exterminer » les immigrants Banyarwanda des territoires de Walikale, Rutshuru et Masisi. Le territoire de Masisi a été l'épicentre de ces violences, qui ont fait entre 6 000 et 10 000 morts et entraîné le déplacement de plus de 250 000 civils, surtout

Des troubles ont alors éclaté car les Banyarwanda de Masisi ont incendié les guichets d'inscription.

¹²⁵ Pour défendre leurs terres convoitées par leurs voisins hostiles et pour se distancier de l'élite Banyarwanda tutsi qui étaient souvent plus favorisée par Mobutu que la masse des Banyarwanda hutu des territoires de Masisi ou Rutshuru, un nombre croissant de Banyarwanda hutu a adhéré à une organisation hutu, la *Mutuelle Agricole des Virunga* (MAGRIVI), fondée en 1980. D'autres communautés locales ont dénoncé cette organisation dans laquelle ils voyaient la tentative par les Banyarwanda hutu pour affermir leur pouvoir et les marginaliser encore davantage.

¹²⁶ Vers 1990, la population des descendants d'immigrants rwandais vivant dans le Nord Kivu était estimée à un demi-million.

¹²⁷ Mobutu a conclu une alliance avec Enoch Nyamwisi Muvingi, le frère aîné de Mbusa Nyamwisi, alors ministre des affaires étrangères, qui dirigeait un mouvement appelé DCF/Nyamwisi.

¹²⁸ Démocratie Chrétienne Fédérale/ branche Nyamwisi.

des Banyarwanda d'origine hutu.¹²⁹ À partir de juillet 1993, des groupes de la société civile et le gouvernement central ont tenté de reprendre le contrôle de la situation. Mobutu a mis fin à l'influence des Nande dans les institutions provinciales en remplaçant Kalumbo par Moto Mupenda.¹³⁰ Il a aussi veillé à ce qu'il y ait une plus forte représentation des Banyarwanda, et notamment des Tutsi, dans le gouvernement provincial.¹³¹

Les tensions étaient cependant encore fortes, surtout dans le territoire de Masisi, lorsqu'on déferlé plus d'un million de réfugiés hutu rwandais ayant envahi l'Est du Congo, aux côtés de l'armée et des milices qui avaient perpétré le génocide de 1994. La présence de ces combattants a radicalisé encore un peu plus les populations locales. Les ex-FAR/Interahamwe¹³² se battaient souvent avec des membres de la MAGRIVI, les milices locales hutu et l'armée de Mobutu, prenant pour cible les communautés locales ainsi que les Banyarwanda d'origine tutsi, qui étaient considérés comme favorables aux rebelles du FPR ayant pris le pouvoir à Kigali.

Ce nouveau pic de violence a été à l'origine d'une cassure profonde entre les communautés hutu et tutsi dans le Nord Kivu. Dans le territoire de Rutshuru, la population hutu, qui vivait là depuis des siècles, s'opposait souvent aux immigrants Banyarwanda de fraîche date, le plus souvent d'origine tutsi. Dans le territoire de Masisi, par contre, l'alliance entre les Hutu et les Tutsi avait perduré en raison de leur histoire commune. La quasi totalité des Tutsi de Masisi et de Goma vendirent leurs terres et leur bétail et partirent pour le Rwanda par peur des persécutions. Ils étaient bien accueillis par le nouveau régime du FPR. Afin d'empêcher les milices extrémistes rwandaises hutu de faire des territoires de Masisi et Rutshuru un tremplin pour des incursions au Rwanda et permettre le rapatriement des Tutsi congolais vers le Masisi, le Rwanda et l'Ouganda ont formé et soutenu militairement l'AFDL de Laurent Kabila, qui à la fin de 1996 a pris le contrôle du Nord Kivu. Les réfugiés tutsi ont commencé à retourner au Masisi.

Loin d'améliorer la situation, cette intervention militaire étrangère a aggravé les dissensions entre les communautés de la province. Tandis qu'elle ratissait la région à la poursuite les ex-FAR/Interahamwe et les réfugiés rwandais, l'AFDL a commis de graves massacres à l'encontre des hutu rwandais vivant dans les camps de réfugiés mais aussi à l'encontre des Hutu congolais des territoires de Rutshuru

et du Masisi, accusés de soutenir les génocidaires. Il n'existe aucun chiffre précis sur le nombre de morts commis à cette époque mais des enquêteurs de l'ONU ont reçu des témoignages faisant état de 153 massacres et conclu que des milliers de Hutu avaient probablement été assassinés tandis que des milliers étaient morts de faim et de maladies dans la jungle.¹³³

Les tensions sont restées fortes dans la province après la prise de pouvoir de Laurent Kabila à Kinshasa en mai 1997. L'armée rwandaise et les ex-FAR/Interahamwe (regroupés sous le nom d'ALiR) se sont combattus jusqu'en avril 1998. Dans un contexte d'intense polarisation ethnique et de violence extrême, les nouvelles institutions ont été considérées par les communautés Nande, Hunde et Hutu comme les institutions d'un gouvernement tutsi/ rwandais face auxquelles elles ont préféré gardé leur distance.¹³⁴

Les conséquences de l'intervention militaire du Rwanda et de l'Ouganda, le 2 août 1998, ont été tout aussi désastreuses pour le Nord Kivu. Après avoir échoué à renverser le président Laurent Désiré Kabila, l'alliance déjà délicate entre le Rwanda et l'Ouganda a débouché sur un conflit ouvert à Kisangani. Leur allié et bras armé au Congo, le mouvement rebelle du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), basé à Goma, s'est scindé en deux, entraînant une division dans la province. Faisant écho à la division entre Banyarwanda et Nande, le Petit Nord est tombé sous contrôle du RCD mené par les Banyarwanda, alors que le Grand Nord est devenu la base d'un groupe dissident Nande, le RCD-ML¹³⁵ ainsi que de groupes Nande Mayi Mayi.¹³⁶

Dans le Petit Nord, le RCD a consolidé l'administration mise en place par l'AFDL. Avec le soutien de l'armée rwandaise, il a renforcé son contrôle sur les principales villes et repoussé plusieurs offensives menées dans le territoire

¹³³ « Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre », Garretón Roberto, A/51/942, 2 juillet 1997, pp. 15-16. Le nouveau gouvernement a empêché que l'enquête aille jusqu'au bout. Les cas les plus souvent cités, bien qu'assez mal documentés, concernent les villes de Kinyandoni et Bunyangula, dans le territoire de Rutshuru.

¹³⁴ En novembre 1996, l'AFDL a nommé Léonard Kanyamuhanga Gafundi gouverneur du Nord Kivu, une fonction qu'il a assurée jusqu'à sa mort en 2001. C'était un Banyarwanda congolais d'origine tutsi, originaire de Jomba et Bwito, dans le territoire de Rutshuru. Les territoires de Masisi et Rutshuru ont été également placés sous le contrôle de responsables Banyarwanda tutsi.

¹³⁵ Le RCD-KML était mené par Mbusa Nyamwisi, l'un des rares membres de l'élite Nande à faire partie du RCD, qu'il a rejoint en 1998. À la mort de son frère, Enoch Nyamwisi Mvingi, en janvier 1993, il avait pris la direction de la Démocratie Chrétienne Fédérale. Il était un proche conseiller de Wamba dia Wamba, le premier président du RCD, jusqu'à ce que ce dernier soit destitué par l'aile pro-rwandaise du mouvement.

¹³⁶ Notamment les groupes Mudohu, Vurundo et La Fontaine.

¹²⁹ Raeymaekers, op. cit., p. 100.

¹³⁰ Mupenda appartenait aux Lega, un groupe minoritaire sans grande influence du territoire de Walikal, connu localement aussi sous le nom de Kano.

¹³¹ De même que de nombreux Hutu ont choisi de rejoindre le MAGRIVI, une grande partie des Tutsi a adhéré à une autre mutuelle coopérative, UMUBANO.

¹³² Voir Annexe D ci-dessous.

de Rutshuru par l'ALiR et des factions locales Mayi Mayi approvisionnées par Kinshasa. Il n'a toutefois jamais été en mesure d'obtenir un soutien populaire important notamment parce qu'il manquait d'une vision politique dépassant les priorités stratégiques de Kigali mais aussi parce que ses troupes, aux côtés de celle de l'armée rwandaise, commettaient fréquemment des actes de violation massive des droits de l'homme à l'encontre de populations civiles.

Jusqu'à la fin de l'année 2000, le RCD s'est appuyé presque exclusivement sur des chefs Banyarwanda tutsi, sur les Forces locales de défense (FLD, éléments congolais et rwandais¹³⁷) et sur des forces de sécurité rwandaises, qui ont été autorisées à prendre possession de terres et de mines, ont monté de nouvelles entreprises et créé des réseaux d'échanges commerciaux transfrontaliers à des conditions préférentielles. La méfiance intercommunautaire a de ce fait continué à croître. Le ressentiment visait particulièrement les Banyarwanda d'origine tutsi, qui étaient plus que jamais considérés comme la cinquième colonne de l'envahisseur rwandais.

La nomination en décembre 2000 d'Eugène Serufuli, un Hutu du territoire de Rutshuru, n'a apporté qu'un changement superficiel.¹³⁸ Lorsqu'il est devenu évident que Kinshasa ne pouvait récupérer l'Est par la voie des armes, le Rwanda a changé la stratégie politique du RCD pour consolider le mouvement et renforcer sa légitimité. À l'arrivée au pouvoir de Joseph Kabila à Kinshasa en 2001, des négociations ont été entamées dans le cadre du Dialogue intercongolais (DIC). Anticipant cette évolution, le Rwanda a pris des initiatives visant à renforcer le pouvoir du RCD au Nord Kivu en s'appuyant sur les Hutu. Il a aussi renforcé l'autonomie de la province¹³⁹ de manière à limiter la capacité de Kinshasa à utiliser le DIC pour restaurer son contrôle sur le Nord Kivu.

Serufuli est devenu le principal instrument de cette stratégie en encourageant l'entrée des Banyarwanda d'origine

hutu au gouvernement local. Il a relancé les FDL créées par son prédécesseur pour les transformer en une force exclusivement hutu de 10 000 à 15 000 combattants. Ceux-ci ont ensuite été intégrés dans l'armée pour former ses 11ème et 12ème brigades. Dans l'administration, il a de même favorisé les Banyarwanda hutu, particulièrement dans le Masisi, le Rutshuru et dans la ville de Goma.¹⁴⁰ Toutefois, l'ONG Tous pour la paix et le développement (TPD), fondée en 1998 par son prédécesseur pour combler le fossé entre les Banyarwanda hutu et tutsi, entretenait des liens étroits avec la Direction des renseignements militaires de l'armée rwandaise (DMI) et était plus concentrée sur le soutien aux opérations de contre-insurrection avec l'armée rwandaise que sur la réconciliation entre les Banyarwanda hutu et tutsi.

Les expropriations forcées continues des propriétés appartenant aux Hunde de Masisi et aux Nande de Rutshuru, de même que la réinstallation forcée dans le territoire de Masisi de milliers de réfugiés tutsi congolais, venant en grand nombre aussi d'autres provinces, ont été interprétées comme le signe qu'une colonisation rampante se poursuivait à l'initiative du Rwanda et des Banyarwanda. Cette situation a empêché toute amélioration des relations entre les Banyarwanda et les autres communautés.

La situation dans le Petit Nord est devenue encore plus complexe lorsqu'à la fin de 2002 les forces de l'ALiR restantes se sont alliées à d'autres rebelles Hutu pour former les FDLR et se redéployer de l'Ouest du Congo vers les Kivus. Cette évolution a eu lieu immédiatement après l'annonce par Kinshasa d'un arrêt de sa coopération avec le mouvement et le retrait par Kigali de l'essentiel de ses troupes du Congo. Profitant du vide sécuritaire ainsi créé, les FDLR ont établi leur fief à la frontière entre les territoires Walikale et Masisi¹⁴¹ et ont commencé à exploiter des mines, faire du commerce et prélever des taxes, prenant rapidement le contrôle du commerce en dehors des principales villes de Walikale. Elles ont aussi infiltré le territoire de Rutshuru afin de reprendre leurs attaques contre le RCD et le Rwanda.

Les tensions intercommunautaires n'ont jamais été aussi fortes dans le Grand Nord, qui est presque exclusivement peuplé de Nande. Pendant la guerre, le contrôle de Nyamwisi a été limité, en dépit du soutien d'hommes d'affaires influents à Butembo pour lesquels il avait instauré un régime de taxes à l'importation très

¹³⁷ À partir de début 1999, les soldats ex-FAR n'ayant pas participé au génocide ont été transférés de l'armée rwandaise dans le RCD afin d'entraîner, recruter et superviser les unités des FDL dans le Rutshuru. Des Hutu de l'armée rwandaise démobilisés ainsi que des FDL du Rwanda ont été aussi régulièrement transférés dans le Rutshuru.

¹³⁸ Serufuli, un assistant médical de l'hôpital de Goma, a exercé des activités dans le MAGRIVI et été le premier président de l'ONG Tous pour la paix et le développement (TPD) en 1998.

¹³⁹ Le 14 août 2001, le mouvement rebelle a cherché à mettre en œuvre sa propre version du fédéralisme. Une assemblée de 70 membres a été formée le 17 septembre dans le Nord Kivu et le mouvement a appliqué une stratégie similaire au Sud Kivu dans l'espoir de présenter un front uni du Kivu au Dialogue intercongolais. Voir le Rapport Afrique de Crisis Group N°37, *Le dialogue intercongolais: poker menteur ou négociation politique?*, 16 novembre 2001.

¹⁴⁰ Rapport de Crisis Group, *Congo's Transition Is Failing*, op. cit.

¹⁴¹ Le haut commandement des FDLR serait basé à Kalonge (Masisi). Il possède une école d'instruction militaire à Mutembe entre les territoires Walikale et Masisi. Hans Romkema, "Opportunities and constraints for the disarmament and repatriation of foreign armed groups in the DRC, the cases of the FDLR, FNL and ADF/NALU", juin 2007, p. 47.

favorable.¹⁴² Les mauvaises relations avec l'Église catholique,¹⁴³ la stratégie incohérente de ses sponsors ougandais¹⁴⁴ et sa propre incapacité à résoudre les conflits entre les sous-ethnies Nande ont amoindri son influence. Les groupes Mayi Mayi Nande ont attaqué l'armée du RCD-ML (APC, Armée Patriotique Congolaise), à l'origine alliée à l'Ouganda, alors que les Mayi Mayi et le RCD-ML ont combattu l'armée nationale congolaise (ANC). En 2001, à la demande de l'Ouganda, Jean-Pierre Bemba a tenté d'unifier les groupes mais n'a pu négocier qu'un bref cessez-le-feu avec le groupe Mudohu. En juin 2001, des confrontations directes ont opposé à Beni, Butembo et Lubero les Mayi Mayi, la milice de Nyamwisi et les troupes du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC).

Entre 1997 et 2000, des combats ont aussi éclaté régulièrement dans le nord de la province entre les Forces armées ougandaises (UDPF) et les rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées/Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (ADF/NALU).¹⁴⁵ L'opération « Mountain Sweep », une grande campagne militaire menée par les UDFP dans les Ruwenzori en 1999, a détruit la plupart des camps des ADF/NALU du Congo. Toutefois, le mouvement s'est réorganisé en tirant profit de l'anarchie qui régnait et de la tolérance des populations locales Nande, qui ont des liens de proximité ethnique avec les Bakonjo de l'Ouganda, qui, historiquement ont fourni la plupart des combattants NALU. Après 2001, le mouvement a reçu des armes et des munitions de Nyamwisi, dont la famille est originaire des Montagnes de Ruwenzori (Mutwanga),¹⁴⁶ et son ancien directeur de cabinet, Bwambate Kakolele, un Kondjo congolais. Kakolele a aussi participé au recrutement

de combattants. En conséquence, en 2003 la majorité des combattants des ADF/NALU étaient des Kondjo congolais.

À la mi-2002, le RCD-ML s'est rallié au gouvernement de Kinshasa et a permis à Kabila, pour la première fois depuis le début de la guerre, de reprendre pied au Nord Kivu et de renforcer ses positions dans les négociations de paix. Aussitôt, la guerre au Nord Kivu s'est à nouveau intensifiée. De décembre 2002 à février 2003, le MLC de Bemba et son allié, le RCD-National de Roger Lumbala ont tenté de s'emparer de Beni pour affaiblir Kabila et accéder au poste douanier lucratif de Kasindi¹⁴⁷. L'opération n'a pas réussi mais a entraîné le déplacement de plus de 35 000 civils.

En mai et juin 2003, l'ANC, soutenue par le Rwanda, a cherché à prendre Kanyabayonga puis Beni afin d'empêcher Kinshasa d'utiliser l'aéroport de Beni pour approvisionner ses alliés et diminuer encore l'influence du RCD à l'Est. L'ANC espérait aussi que la prise de Beni lui permettrait de faire la jonction avec ses alliés en Ituri. Selon certaines sources, pendant les combats, l'ADF/NALU a apporté un soutien militaire important aux troupes de Nyamwisi. L'offensive a été stoppée sous l'effet de la pression internationale et un cessez-le-feu a été signé à Bujumbura en juin 2003.

¹⁴² À partir de 1999, Nyamwisi a taxé les importations selon une base forfaitaire et non ad valorem. En réalité, les taxes au poste douanier de Kasindi ont été divisées par 2 ou 3.

¹⁴³ La hiérarchie de l'archidiocèse catholique de Butembo n'a jamais réellement fait confiance à Nyamwisi, qui est protestant. L'évêque Malchisedech Sikuli et l'abbé Malu Malu, alors vice-chancelier de l'Université catholique de Graben et ultérieurement Président de la Commission électorale indépendante pendant la transition, a toujours entretenu des contacts étroits avec les Mayi Mayi du territoire de Lubero, notamment avec le groupe Lafontaine.

¹⁴⁴ Avant les négociations de Sun City en Afrique du Sud, Nyamwisi a affaibli ses opposants Mayi Mayi mais au début de 2003 les territoires du Grand Nord ont été à nouveau abandonnés et livrés au banditisme.

¹⁴⁵ L'alliance entre les insurgés a été scellée en 1995. L'ADF a été formée au début des années 1990 à partir du Tabliq, une secte islamiste créée après le renversement du régime d'Amin en 1979 et qui a bénéficié du soutien du Soudan. La NALU a été créée à la fin des années 1980 sur la base du « mouvement Ruwenzururu », qui s'était battu à l'époque coloniale pour la création du District de Kasese et pour lui faire obtenir une large autonomie.

¹⁴⁶ Au début des années 1990, le frère aîné de Nyamwisi et ancien gouverneur du Nord Kivu, a joué un rôle clé en apportant au groupe le soutien de Mobutu.

¹⁴⁷ Les recettes douanières de Kasindi étaient alors estimées à \$1 à 2 millions par mois.

ANNEXE D

LES REBELLES HUTU RWANDAIS (FDLR) DANS LES KIVUS

La présence de rebelles rwandais à l'Est du Congo a été l'une des raisons principales qui ont conduit au déclenchement de la guerre contre Mobutu. Elle est restée un obstacle à l'instauration d'une paix durable dans la région. Bien que ces rebelles ne constituent plus une menace stratégique pour le Rwanda, ils s'attaquent continuellement aux populations locales et empêchent le retour des populations déplacées, en particulier celles de la communauté tutsi. Ils s'allient régulièrement aux milices locales et à l'armée nationale, constituant un sérieux obstacle à la réconciliation entre les communautés locales ainsi qu'entre Kinshasa et Kigali.

Les FDLR ont officiellement toujours pour objectif de forcer le gouvernement rwandais à des négociations de paix. Par le passé, leurs commandants ont parlé de mener des opérations de type guérilla au Rwanda comme ils l'ont déjà fait entre 1996 et 1999 de manière à amener Kigali à la table des négociations. Toutefois, depuis 2001, ils n'ont pas été en mesure de lancer une offensive d'envergure à l'intérieur du Rwanda et de nombreux déserteurs pensent que les discours guerriers sont utilisés par les chefs pour justifier leur position à la tête du mouvement.

En général, l'idéologie des FDLR repose sur une histoire révisionniste qui met l'accent sur la domination tutsi avant l'indépendance et affirme que deux génocides se sont produits en 1994, l'un contre les Hutu, perpétré par le FPR et l'autre à l'encontre des Tutsi, commis par le régime d'Habyarimana. Les soldats, qui pour la plupart étaient encore des enfants lors de leur départ du Rwanda, ont été endoctrinés et amenés à croire que le gouvernement rwandais en place opprime tous les Hutu. « Nous avons été éduqués à croire que dès que nous traverserions la frontière ils nous injecteraient le virus du sida et brûleraient tout ce que nous possédions », affirmait un déserteur.¹⁴⁸ Cette idéologie est renforcée par le recours à la force brutale. En de nombreuses occasions, les FDLR ont tué des éléments soupçonnés de vouloir désertir, dans un cas en présence de soldats de la MONUC.¹⁴⁹

Le sort des FDLR dépend du contexte politique régional. Les FDLR se sont fortement affaiblies depuis l'arrivée au pouvoir de Joseph Kabila en 2001, bien que ce dernier n'ait pas complètement coupé les liens. L'expulsion des unités

FDLR hors des territoires de l'Ouest de la RDC en 2002 et l'arrêt de la plupart de leurs approvisionnements ont eu un impact important. Sur un total estimé à 15 000 combattants en 2001, il ne resterait plus au sein des FDLR qu'entre 6 000 et 7 000 éléments. Les FDLR sont organisées au Nord Kivu en quatre bataillons et une brigade de réserve et au Sud Kivu de quatre bataillons. Les quartiers généraux politique et militaire sont respectivement situés à Kibua et Kalonge, dans la jungle de Walikale. Environ un nombre équivalent de civils rwandais, les membres de familles de combattants et des réfugiés sans lien de famille vivent derrière les lignes des FDLR dans des communautés isolées.

Au fil des années, les FDLR se sont davantage intéressées à l'extorsion et à la vente de minerais qu'à la déstabilisation du Rwanda. Elles contrôlent d'importantes mines de cassitérite, d'or et de coltan dans les Kivus, notamment à Kilungu (Walikale), Ziralo (Kalehe), Biralala (Burhinyi) et Misisi (Fizi). Elles prélèvent des taxes sur les creuseurs et contrôlent des routes commerciales importantes. Bien que les mines soient relativement petites, les taxes procurent des milliers de dollars chaque mois, permettant aux milices d'acheter des munitions et de petits objets de luxe. Les FDLR bénéficient également d'un certain soutien auprès d'hommes politiques de la diaspora, généralement sous la forme de crédits de téléphone pour le téléphone satellite.¹⁵⁰

Cette transformation en une entreprise criminelle lucrative a généré des querelles intestines pour le partage du butin. En 2004, une lutte pour le contrôle des routes commerciales et des marchés dans la région de Rusamambo au Nord Kivu a conduit à la création d'une faction dissidente dirigée par le Colonel Musare. Bien qu'il se soit initialement rapproché de la MONUC en vue d'obtenir son rapatriement, Musare s'est rapidement allié à un nouveau mouvement rwandais en exil, le Rassemblement pour l'unité et la démocratie (RUD). Toutefois, cette faction a été affaiblie par des désertions et n'est composée que de 300 à 400 combattants. En juin 2007, une réunion des chefs des FDLR à Kalonge a proposé une réconciliation des deux branches.

Plusieurs autres désaccords ont surgi, principalement semble-t-il entre les commandants de l'Ouest, qui avaient été intégrés dans les forces de Laurent Kabila, et ceux de l'Est, qui menaient une guerre d'insurrection contre le Rwanda et le RCD. Lorsque l'aile occidentale du

¹⁴⁸ Entretiens de Crisis Group, Goma et Kigali, février et juillet 2007.

¹⁴⁹ Entretien de Crisis Group, des combattants démobilisés, Mutobo, février 2007. Des soldats de la Task Force chargés de la démobilisation ont été témoins de l'assassinat d'un déserteur début 2004 à Burhinyi, dans le Sud Kivu.

¹⁵⁰ Entretiens de Crisis Group, des soldats démobilisés et des responsables de la sécurité, Kigali, février et juillet 2007.

mouvement a été repoussée vers l'Est en 2002, une lutte de pouvoir a éclaté, entraînant la défection en novembre 2003 du commandant des forces des FDLR, le Général Paul Rwarakabije. Des tensions persistent entre le commandant actuel, le Général Sylvestre Mudacumura, un extrémiste notoire et ancien commandant de la garde du Président Habyarimana, et des commandants plus modérés. Des tensions régionales se font aussi sentir entre des commandants venus du Sud et ceux du Nord du Rwanda qui étaient souvent été associés à la clique de Habyarimana. Au cours de l'année dernière, deux personnalités importantes, le commandant adjoint des forces, le Général Kanyandekwe, et le Secrétaire général, le Colonel Nubaha sont décédées.

Pendant de nombreuses années, les FDLR ont cohabité avec les populations de certaines zones du Nord Kivu, particulièrement dans les zones à forte population hutu. Bien que ces populations se plaignent souvent d'être victimes des rebelles, des liens se sont tissés. Des combattants ont épousé des femmes des villages et comme ils contrôlent l'essentiel du commerce sur les marchés locaux, certains villageois se sont endettés auprès des combattants des FDLR. Les opérations de l'armée contre les FDLR ont tendance à ne pas faire suffisamment la différence entre les combattants et la population civile.

Les FDLR ont commis des violations graves et de nombreux actes d'atrocité. Les médecins dans les Kivus rapportent des cas de viols d'une extrême brutalité commis par les FDLR. Au cours des deux dernières années, les personnels des administrations locales et des Nations Unies responsables des droits de l'homme ont documenté des centaines d'assassinats, de viols et de pillages attribués aux FDLR. D'habitude, les FDLR mettent en place un système rigide de taxation dans les zones qu'ils contrôlent. Mais lorsqu'elles subissent des attaques et sont dépourvues de leurs revenus habituels, elles s'adonnent au pillage et commettent des exactions sur la population, utilisant la violence en tant que moyen de pression pour convaincre la MONUC et l'armée congolaise de cesser leurs offensives. En juin 2005, à la suite d'opérations musclées menées par la MONUC dans le Sud Kivu, les FDLR ont massacré 40 civils à Mamba, laissant une note de mise en garde en cas de nouvelles opérations militaires. Selon des témoins oculaires, lorsqu'ils ont brûlé vives leurs victimes, les combattants des FDLR ont lâché sur un ton railleur: « Et alors, ils sont passés où vos casques bleus ? »¹⁵¹ Les déserteurs confirment que Mudacumura a ouvertement incité ses troupes à commettre de tels actes afin de faire pression sur la MONUC.¹⁵²

Le gouvernement rwandais persiste à dire qu'il ne négociera pas avec une organisation terroriste menée par des génocidaires. Comme la plupart des commandants des FDLR ont fait partie de l'armée d'Habyarimana il est difficile pour la communauté internationale, qui a financé un tribunal à Arusha pour juger les auteurs du génocide, d'envisager l'ouverture de négociations. Pourtant, en dépit de sa connaissance intime de la direction du mouvement rebelle. Le Rwanda n'a jamais fourni de détails précis pour savoir qui au sein des FDLR était coupable de crime de génocide. Les deux génocidaires clairement identifiés, Idelphonse Nizeyimana et Callixte Nzabonimana, occupent des positions relativement élevées dans les branches respectivement armée et politique du mouvement. Alors que les dirigeants rwandais ont par le passé qualifié de nombreux autres commandants FDLR de génocidaires, Crisis Group n'a pas été en mesure de trouver leurs noms sur les listes établies par les procureurs. Un document rendu public en 2006 a révélé le nom de 93 génocidaires présumés vivant en dehors du Rwanda. Seuls 11 d'entre eux se trouvent cependant au Congo.¹⁵³ Des officiels rwandais affirment toutefois qu'il existe d'autres listes.

Les efforts faits sur le plan international pour régler le problème FDLR ont échoué. L'Union africaine (UA) a promis par le passé, notamment lors du sommet du Gabon en 2004, de réfléchir à l'envoi d'une force militaire chargée de démanteler les FDLR. Mais en dépit d'une mission d'évaluation envoyée en 2005, les difficultés rencontrées au Soudan et en Somalie ont compromis tout projet d'envoi d'une force. Le chef de la MONUC, William Swing, a fait part, début 2007, de sa volonté d'employer la force contre les FDLR mais la direction militaire de la MONUC n'a aucune intention de combattre dans la jungle des milices bien entraînées. « Nous ne voulons pas renvoyer nos soldats chez eux dans des sacs mortuaires », a déclaré un commandant.¹⁵⁴

Le seul véritable effort sur le plan politique est venu de la communauté religieuse de Sant' Egidio, qui, en 2005, a réuni à Rome le gouvernement congolais et le commandement militaire et politique des FDLR. Les FDLR ne voulaient pas se démobiliser sans concessions politiques importantes de la part du Rwanda et Kigali, qui n'est plus sous pression militaire, a refusé d'assister à la réunion et d'engager des discussions politiques avec les rebelles. En juillet 2007, Kabila a cherché à relancer le processus de Sant ; Egidio, bien qu'il n'ait pas indiqué clairement quelle branche des FDLR il souhaitait engager dans le processus. Le Rwanda continue à s'opposer à ces discussions.

¹⁵¹ Entretien de Crisis Group, des responsables de la MONUC, Bukavu, octobre 2005. Les FDLR affirment que ce massacre et d'autres encore ont été perpétrés par le groupe dissident des Rasta mais des preuves attestent que ce sont les FDLR qui en sont responsables.

¹⁵² Entretien de Crisis Group avec des déserteurs des FDLR, février 2007.

¹⁵³ « Liste de personnes », op. cit. Le lieu de résidence des 18 autres suspects figurant sur la liste n'a pas été révélé.

¹⁵⁴ Entretien de Crisis Group, commandant de la MONUC, Goma, juillet 2007.

ANNEXE E

GLOSSAIRE

ADF/NALU	Forces démocratiques alliées/Armée nationale pour la libération de l'Ouganda, un groupe rebelle ougandais présent dans le district de l'Ituri et dans la province du Nord Kivu.
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, un mouvement rebelle qui a renversé le président Mobutu Sese Seko et amené au pouvoir Laurent Kabila suite à la première guerre du Congo (1996-1997).
ALiR	L'Armée de libération du Rwanda, un groupe rebelle hutu composé d'ex-FAR et d'Interahamwe, qui s'est par la suite intégré au sein des FDLR.
AMP	Alliance pour la majorité présidentielle, la plateforme politique du président Joseph Kabila sur laquelle il s'est appuyé pour remporter la présidence lors des élections de 2006.
ANC	L'Armée nationale congolaise, l'ancienne armée du mouvement rebelle soutenu par le Rwanda, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD).
APC	L'Armée populaire congolaise, la branche armée du RCD-K/ML, un mouvement pro-Kinshasa dirigé par Mbusa Nyamwisi.
Banyamulenge	Groupe d'éleveurs congolais tutsis originaires du Rwanda et vivant sur les hauts plateaux du Sud Kivu.
Banyarwanda	Les Congolais hutu et tutsi d'origine rwandaise vivant au Nord Kivu.
<i>Brassage</i>	Le processus consistant à intégrer les anciennes troupes belligérantes au sein d'une nouvelle armée nationale (FARDC) en séparant et dispersant à travers le pays des unités jusqu'alors regroupées selon des affinités ethniques, politiques ou régionales.
CIAT	Le Comité international d'appui à la transition était composé des ambassadeurs les plus influents à Kinshasa et avait pour objectif de coordonner l'activité diplomatique pendant la transition.
CNDP	Le Congrès national pour la défense du peuple, le mouvement politique créé par Nkunda en juillet 2006.
DCF/N	La Démocratie chrétienne fédéraliste/aile Nyamwisi est le parti politique qu'à dirigé Mbusa Nyamwisi après la mort de son frère, Enoch Nyamwisi Muvingi, en janvier 1993.
DOMP	Le Département des opérations de maintien de la paix, le département en charge au sein du secrétariat des Nations unies de la gestion des opérations de maintien de la paix.
FAC	Les Forces armées congolaises, le nom utilisé pour désigner l'armée nationale sous Laurent Kabila et Joseph Kabila jusqu'au début de la période de transition.
FAPL	Les forces armées patriotiques pour la Libération, un groupe Mayi Mayi dirigé par le Colonel Kasereka. Associé à des FDLR, il est actif dans le Nord Kivu le long de la frontière avec l'Ouganda.
FARDC	Les Forces armées de la République démocratique du Congo, nom utilisé pour désigner l'armée nationale congolaise après le début de la transition.
Ex-FAR	Les anciennes forces armées du Rwanda qui ont fui au Congo après le génocide de 1994 et se sont ensuite regroupées dans l'ALiR et les FDLR.
FDLR	Les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda, un groupe rebelle hutu créé en 2000 et composé principalement de membres de l'ALiR et d'autres groupes armés rebelles hutus.
FEC	La Fédération des entreprises congolaises
FNL	Les Forces Nationales de la Libération, la branche armée du dernier mouvement rebelle burundais, le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU).
CPI	La Cour pénale internationale de La Haye
Interahamwe	Une milice extrémiste hutu rwandaise qui a perpétré en grande partie le génocide de 1994.

LDF	Les Forces locales de défense ont été créées au Nord Kivu par le RCD et comprenaient principalement des civils congolais tutsi et hutu armés par les autorités locales.
MAGRIVI	La Mutuelle agricole des Virunga, une association d'agriculteurs hutu du Nord Kivu.
Mayi Mayi	Milices locales recrutées sur la base de liens tribaux principalement dans l'est du Congo.
Mixage	Processus initié en janvier 2007 afin de mixer des bataillons de Nkunda avec des bataillons FARDC de façon à former six nouvelles brigades.
MLC	Le Mouvement de libération du Congo, l'ancien mouvement rebelle de Jean Pierre Bemba devenu depuis le deuxième parti politique du parlement.
MONUC	La mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo.
MSR	Le Mouvement social pour le renouveau, un parti politique membre de l'AMP créé en 2006 par Pierre Lumbi et feu l'ancien conseiller spécial pour les questions de sécurité du président Kabila, Samba Kaputo.
P3+2	Le groupe des ambassadeurs comprenant trois des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, RU, France) l'Afrique du Sud et la Belgique.
PALU	Le Parti lumumbiste unifié, le parti politique du Premier ministre Antoine Gizenga.
PANADI	Le Parti des nationalistes pour le développement intégral, un parti hutu du Nord Kivu pro-Kabila.
PARECO	Les Patriotes résistants congolais, une milice anti-Tutsi dirigée par le Colonel Mugabo et formée en mars 2007, principalement en réaction au processus de mixage.
PNDDR	Le Plan national de désarmement, démobilisation et réinsertion.
PPRD	Le Parti du peuple pour la reconstruction et le développement, le parti politique de Joseph Kabila.
RCD	Le Rassemblement congolais pour la démocratie, un ancien mouvement rebelle créé en 1998 et soutenu par le Rwanda et l'Ouganda et dirigé par l'ancien vice-président Azarias Ruberwa.
RCD-ML	Le Rassemblement congolais pour la démocratie – mouvement de libération, une faction dissidente du RCD basé à Goma créé en mars 1999 et qui était dirigé par Mbusa Nyamwisi.
RPF	Le Front patriotique rwandais, l'ancien mouvement rebelle qui après 1994 est devenu le parti dirigeant dans le pays, sous la direction du président Paul Kagame.
SMI	La Structure militaire d'intégration
RSSG	Le Représentant spécial du Secrétaire général
TPD	Tous pour la paix et le développement, une ONG de développement au Nord Kivu lié au gouverneur Eugène Serufuli.
UNHCR	Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UPC	L'Union des patriotes congolais, un groupe armé de l'Ituri qui pendant la guerre a combattu pour le groupe ethnique Hema.
UPRDI	L'Union du peuple pour la république et le développement intégral, parti formé en 2005 et dirigé par Sylvain Mushi Bonane.